



2€
ISSN 0026-9433

« La résignation, mon ange, est un suicide quotidien. »
Honoré de Balzac

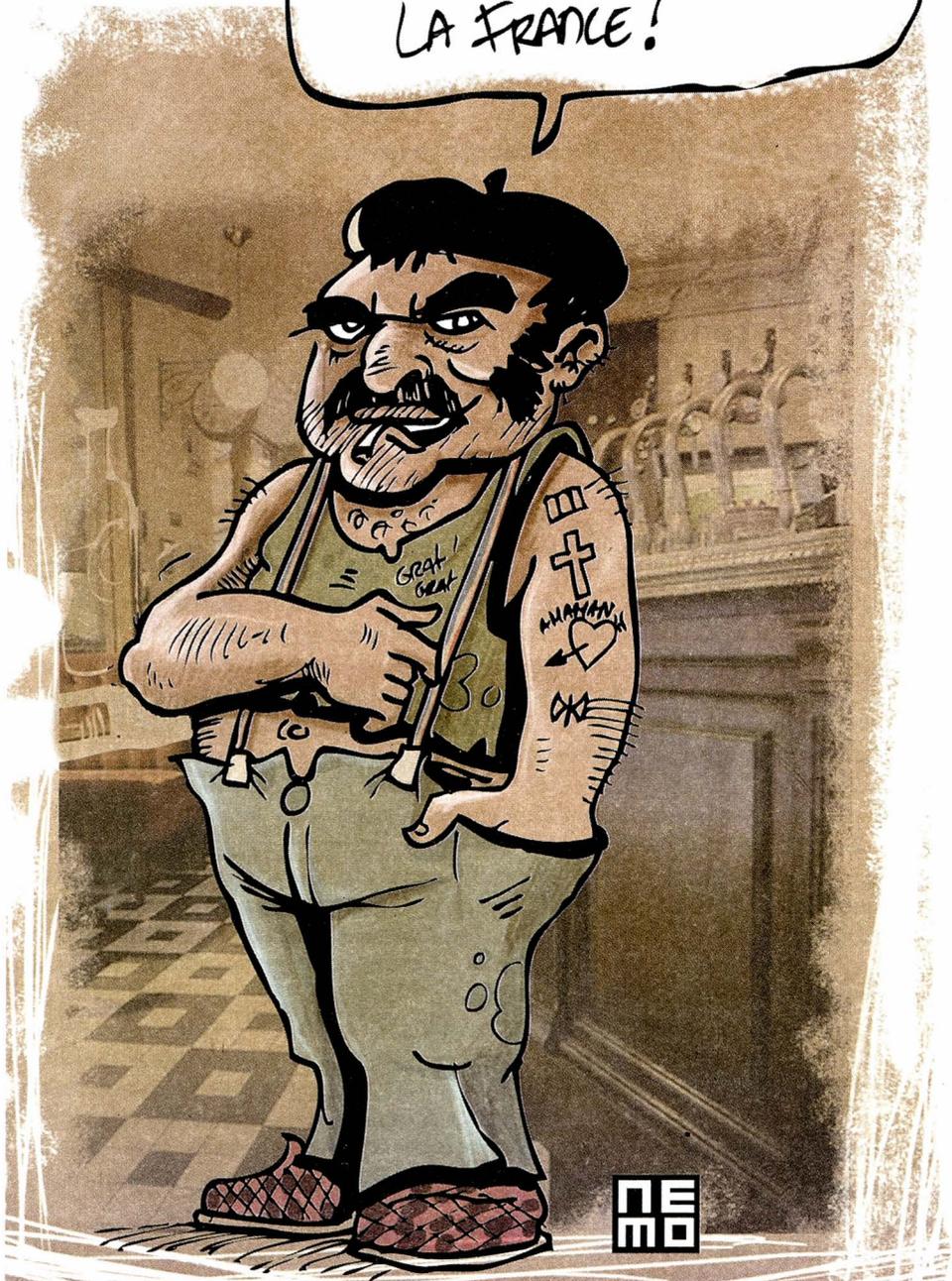
N° 1572

du 12 au 18 novembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Identité nationale

A BEN RAISON L'BESSON
SÛR QUI FAUT PRÉSERVER
UNE CERTAINE idée de
LA FRANCE!



Banques

Tout va bien pour elles page 3

Mon identité

N'est pas la vôtre page 7

Dossier :

Chute du Mur

À Berlin,
pas en Palestine page 12

M 02137 - 1573 - F: 2,00 €



Sommaire



Grand Paris sur la commode, par A. Laverdure, page 5

Impertinentes **brèves**, page 6

Identité nationaliste?, par P. Sommermeyer, page 7

Le Vietnam **afghan**, par E. Vanhecke, page 8

Mises en **cartes**, par M. Rajsfus, page 9

Un chute pas si claire que ça, par P. Sommermeyer, page 12

Darwin parmi nous, par P. Charbonnat, page 16

Ferrer assassiné à nouveau, page 17

Reich politique, par P. Matrat, page 18

Presse à la botte, par N. Potkine, page 20

Une **vie mouvementée**, page 21

La Radio sans maître, page 22

L'Agenda noir, page 23



Erratum,

Suite à une erreur de mise en page, l'article de Jean-Pierre Garnier a été malencontreusement tronqué de la citation initiale : « Je n'ai pas été pistonnée par mon père. » Que l'auteur nous en pardonne.

La rédaction

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN:

FR7642559000062100287960215).

(BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.



L'opinion – bonne fille – s'interroge. Vingt-quatre sénateurs menacés de perdre leurs électeurs de province et menés par un dangereux nihiliste du nom de Raffarin s'opposent à la suppression de la taxe professionnelle. Pas grave, coassent les courtisans, on aura leur peau en refaisant voter le Parlement croupion. L'opinion – intriguée – se passionne. Pasqua, Villepin et maintenant Chirac menacés d'emprisonnement. Retour d'honnêteté de la justice franchouillaude? Vengeance froide du conduraptor? Ou double pirouette, alliant plaisir de la vendetta et volonté de faire oublier la suppression prochaine des juges d'instruction? Disparition qui justement sonnerait l'heure de la fin des procès aux riches et aux puissants définitivement au-dessus des lois applicables au populo. L'opinion – écolo – s'inquiète. Si la sécurité est au bout du flash-ball contre les pauvres et du radar à lunettes sur les routes, il n'en est pas de même en matière d'électricité nucléaire. Areva, la main dans le pot de confiture, reconnaît avoir voulu vendre des réacteurs dont la sécurité d'emploi laisse à désirer d'après les autorités de sûreté franco-anglo-finlandaises. Y aurait-il deux sécurités, une pour le pouvoir, une autre pour les gueux? L'opinion – éclairée – est en liesse. On la gave avec l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin où les stals prosoviétiques se sont mangés un bon camouflet. Les beaux démocrates, dans l'poste, applaudissent bien fort la victoire de la Liberté sur le Koumounisme et ses grosses athlètes qui prenaient rien que des drogues pour voler des médailles (comme chacun sait, à l'Ouest, on ignore tout de la nandrolone, de l'EPO, des testostérones et autres bêta-bloquants). En fait, bien des Allemands de l'ex-RDA ont cru pouvoir bénéficier de la relative tranquillité d'emploi et des services publics de l'Est et en plus du clinquant bling bling de l'Ouest. La néo-thatchérienne Angela Merkel se charge de les détromper. Les anarchistes, quant à eux, sont tristes. Ils saluent Claude Lévi-Strauss, l'ethnologue centenaire, élégant de plume et humble de pensée, qui préférerait le mode de vie frugal et libre des Indiens amazoniens à l'indécence pyramide de fric et de dominations des sociétés prétendument civilisées. Ils se marrent aussi les anars: il y a des psychiatres honnêtes qui dézinguent des militaires; des chauffeurs de fourgon blindé qui pratiquent la récupération individuelle; une cabale politico-policière, contre Julien Coupat, qui sombre dans le ridicule; il y a des juges intègres dans le Finistère qui balayent de leurs arrêtés la réglementation félonne n'autorisant les délégués syndicaux qu'aux centrales ayant obtenu au moins 10 % aux élections professionnelles. Autant de bonnes petites claques contre les grosses puanteurs des latrines néolibérales. Titata!

Où le fric est roi

les banksters sont les princes



Alen Somiador

QUAND LES GOUVERNEMENTS des pays occidentaux et leurs thuriféraires se piquent de littérature, ça vaut son pesant de cacahuètes.

Songez que ces écrivillons font pisser leurs stylos de luxe pour nous servir un pur conte à dormir debout. Lecture du chapitre principal. Grâce aux efforts conjugués des gouvernements du G20, des banques centrales, des banques d'affaires et/ou de crédit, et avec le concours des puissants instruments du maintien de l'ordre capitaliste que sont le FMI et la Banque mondiale, la crise serait en passe d'être terrassée. Faisons un sort à ces élucubrations. Loin d'être agonisante, la crise est amenée à rebondir comme disent les économistes. Les signes de ses ravages actuels et futurs sont les suivants:

- l'investissement des ménages, et pareillement celui des entreprises, est en constante diminution;

- le marché du travail continue de se dégrader;

- la pompe du crédit, en tout cas celle qui est censée servir aux petites entreprises, n'est pas vraiment réamorcée;

- les plans de relance, tel celui de la prime à la casse pour soutenir le marché automobile, cesseront bientôt de produire leurs effets;

- après avoir pris des libertés avec le montant de leurs déficits publics, les gouvernements européens resserreront brusquement le robinet budgétaire

Comme eût dit la Comtesse de Ségur, après le Jean qui grogne, il y a Jean qui rit. Où, dit autrement, si le monde du travail et des petites gens est soumis à un rude traitement, et donc fait la gueule, inversement, celui des banquiers, des fonds spéculatifs de tout poil, des gros porteurs d'action, rit à s'en tordre les côtes. C'est que, voyez-vous, l'affaire se

présente bien pour tous ces prédateurs en col blanc.

Exemple. La banque BNP Paribas annonce 3,2 milliards d'euros de bénéfices pour le seul premier semestre de l'année 2009. Du coup, son patron, Baudoin Prot, est ravi d'annoncer qu'il met 1 milliard de côté pour payer les bonus des traders, justifiant ainsi le provisionnement de ces modestes étrennes : « Nos traders ont de nouveau l'impression de bien faire leur métier. » Ne pouffons pas. Les banques françaises ont pris des engagements sous la forme de normes professionnelles pour encadrer les bonus. Cette régulation de pacotille se traduira par la répartition des bonus dans le temps et non par leur réduction comme l'avait préconisé Fanfaron 1^{er} suite au dernier G20.

Les banquiers gloussent. Par contre ils se montrent moins disert pour expliquer les moyens mis en œuvre pour se gaver et filer du cash à leurs actionnaires. C'est que les banksters du monde ont consacré prioritairement les liquidités mises à leur disposition par leurs

gouvernements respectifs pour en remettre une couche dans leur course effrénée aux produits spéculatifs.

Cette stratégie courttermiste aggrave-t-elle la crise autant qu'elle crée les conditions de la survenue d'une nouvelle onde de choc sur les économies réelles? Le banksters s'en fichent comme de leur première Jaguar. Notons aussi que -pour la seule Europe-, ces parasites dorés ont glissé sous le tapis 750 milliards d'actifs pourris (source FMI). Par ailleurs, derrière leurs vitrines rutilantes, 60 milliards d'euros labellisés « LBO »¹ forment une autre bulle susceptible d'éclater à tout moment.

Pour l'économiste keynésien Paul Krugman, le leçon de ces derniers mois est très claire : « Quand les banquiers paient avec l'argent des autres, face ils gagnent, pile nous perdons. » Pour autant, l'envolée des marchés d'actions qui prévaut sur les différentes Bourses mondiales (en France le CAC 40 a gagné plus de 50 % depuis le 9 mars 2009) est complètement déconnectée des données

économiques fondamentales pour être en capacité de s'inscrire dans la durée. D'évidence, en l'absence d'une reprise du crédit, une partie des montagnes de fric mises à disposition du système bancaire a pris le chemin des marchés boursiers, d'autant plus que les placements monétaires, ou bien les titres de la dette publique offrent des rendements bien moindres (entre 3 % et 4 %). Les banques, cautionnées dans leur démarche par les pouvoirs publics, s'engagent à améliorer leurs ratios de fonds propres. N'empêche, en privilégiant les intérêts des plus fortunés de leurs clients, cela a pour conséquence – aux effets souvent dramatiques – de durcir les conditions de crédit et de réduire leurs encours de risques envers les quidams ordinaires et les petites entreprises.

Tanpis, enfonçons une porte ouverte. La « planète finance » (beurk!) contribue très largement à creuser l'écart entre riches et pauvres. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté n'a cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies. Cette évolution affecte les trois quarts des pays de l'OCDE. Cela trouble-t-il le sommeil des banksters? pas celui de Lord Griffiths en tout cas puisque le vice-président de Goldman Sach a déclaré récemment que « l'opinion devrait apprendre à tolérer l'inégalité en tant que moyen d'atteindre à une plus grande prospérité pour tous ». Poussons jusqu'au bout le raisonnement de ce sinistre individu. Les 39 à 59 millions de chômeurs de plus dans le monde et les 200 millions de travailleurs supplémentaires qui devront s'habituer à vivre avec moins de 2 dollars (1,40 euro) par jour (source Organisation internationale du travail) tutoieront bientôt l'abondance.

Le cours des actions flambe fréquemment? Pas assez en tout cas pour cramer les banksters qui, chaque jour un peu plus, nous font cuire à l'étouffée. **A. S.**



1. Un LBO ou Leveraged Buy Out est le rachat des actions d'une entreprise financé par une très large part d'endettement. Concrètement, un holding est constitué, qui s'endette pour racheter la cible. Le holding paiera les intérêts de sa dette et remboursera celle-ci grâce aux dividendes réguliers ou exceptionnels provenant de la société rachetée.

Grand Paris sur la commode



« Les techniciens préfabriqués et omniscients sont aussi à l'aise à la préfecture de la Seine qu'au ministère du Ravitaillement ou au ministère de la Culture, dans n'importe quel ministère qui est toujours pour eux un ministère de l'absolu. »

Louis Chevalier, *L'Assassinat de Paris* (1977)

POURQUOI CITER l'auteur de *Classes laborieuses et classes dangereuses* ? (1958), peut-être que dans les quelques lignes qui suivent et qui traitent d'un projet urbain, il n'est pas tellement question d'eux.

Les personnages politiques, d'hier et d'aujourd'hui, ont toujours voulu dans leur mégalomanie laisser à la contemplation des populations des œuvres destinées à perpétuer leur souvenir. Des jardins suspendus de Babylone aux pyramides d'Égypte, en passant par le palais de Versailles, la très grande bibliothèque sans oublier la pyramide du Louvre et le Musée des arts populaires ! On en oublierait le raton laveur cher à Jacques Prévert...

Notre Zébulon élyséen a, lui aussi, décidé de marquer de sa griffe énervée l'histoire de France. L'idée d'un Grand Paris¹ est donc sorti de ses méninges au début de cette année, dirait-on. Tout cela semble bien ficelé, malgré les critiques fusant de tout bord². Revenons d'abord au dossier. Certes, comme de bien entendu, tout cela est entouré de bons sentiments. « Il faut que les citoyens soient égaux en termes d'accès à Paris, quel que soit l'endroit où ils habitent dans la métropole », explique-t-on en haut lieu.

Les dirigeants des pouvoirs publics, via le président, se sentent donc porteurs d'une troisième révolution des transports franciliens. Le métropolitain (RATP, Régie autonome des transports parisiens) dans la première partie du xx^e siècle, puis le RER (réseau express régional) lancé par de Gaulle en 1965 et inauguré en 1977. Et maintenant, les travaux du Grand Paris qui, selon une expression bien trouvée, équivalent à élever une rocade de

métro au rang de chantier présidentiel.

Tout cela, bien sûr, a un prix. À la louche on arriverait à 35 milliards d'euros. Près de 20 milliards de plus que le budget prévu par la région et l'État pour les quinze ans à venir. Il « faudrait » donc emprunter sur cinquante ans, en ayant recours aux banques... Diable, le serpent se mordrait-il la queue ?

Pour ce projet, qualifié de pharaonique, il faut, bien sûr, l'accord des élus, faire la synthèse entre les travaux des dix équipes d'architectes qui insistent sur « la nécessité d'améliorer les déplacements pour faire de Paris une métropole de rang mondial ». Des masses laborieuses, point d'évocation, à moins qu'au titre de cochons de payants ?

Querelles d'experts, régionales en 2010, présidentielle en 2012, tout cela s'inscrit dans la stratégie d'élections. Un Grand Paris pour mieux circuler dans l'Île-de-France, pour faire mieux rentrer dans le xx^e siècle la déjà vieille formule « métro-boulot-dodo » ? Le mieux vivre en terre francilienne ne semble pas être la préoccupation majeure de nos édiles, à quelque échelon qu'ils soient. Il y aura encore pour longtemps des banlieues disparates, des cités-mouroirs, des endroits cossus et des quartiers défavorisés. Prenons l'avis de Francis Cuillier, urbaniste pour qui les mutations des métropoles ne peuvent se former au seul bilan carbone et à des questions techniques. Selon lui, dans une interview dans un quotidien national, « quand on veut une ville "soutenable", il faut favoriser la mixité urbaine, réduire les temps de transport, reconquérir ce qu'on appelle les "déclassés urbains"... »

Peut-être est-il utile de rappeler que la

base, la commune, fraction de territoire français, « a son origine dans la lutte contre le servage et au xi^e siècle, elle était formée de l'association des habitants d'une même ville désirant se gouverner eux-mêmes et se libérer des violences exercées par les seigneurs » (*Encyclopédie anarchiste*, page 370).

Nous en sommes loin. Pour y arriver, résistance, dans les quartiers, les lieux où nous sommes exploités, partout. Ou, comme le disait dernièrement Éric Hazan: « Que ceux qui ne se résignent pas à l'apartheid rampant se réunissent pour rendre aux villes leur rôle et leur beauté. »

Antoine Laverdure

1. Le baron Haussmann (1809-1891), préfet de la Seine de 1853 à 1870, est un prédécesseur « fameux » des changements urbains dans la capitale. Rappelons que c'est à lui que nous devons la ville de Paris actuelle avec ses larges avenues et ses espaces verts... Inutile de préciser que (contrairement à de multiples allégations) tout ça avait été agencé (entre autres) pour que les forces publiques puissent se déplacer à loisir, c'est-à-dire charger, disperser manifestations et autres soulèvements ouvriers de Paname. Le jogger fou a-t-il pensé dans ses projets à ce qu'il (lui et d'autres) appelle la racaille ?

2. C'est ce qu'on appelle maintenant « un grand chantier présidentiel ». Un métro automatique de 130 kilomètres qui fonctionnera nuit et jour. Ça coûtera plus de 20 milliards d'euros, le chantier commencerait en 2012 et durerait douze ans. Diable, ça empeste l'esprit dynastique !

Tricastin

Un nouvel incident a eu lieu à la centrale nucléaire du Tricastin, suspendant les opérations de maintenance sur le réacteur n° 2. Il est toutefois jugé sans gravité. Oui, on connaît, on disait la même chose de Tchernobyl!

« Just a brick in the Wall »

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, des jeunes Palestiniens ont ouvert symboliquement une brèche dans le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie.

Tarnac : l'arnaque !

Un rapport de la défense met sérieusement à mal la version policière dans l'affaire des sabotages de lignes TGV dans la nuit du 7 au 8 novembre 2008, pour laquelle neuf jeunes sont mis en examen pour « association de malfaiteurs, destructions et dégradations en relation avec une entreprise terroriste ». Les avocats révèlent que les traces de pas et de voiture retrouvées sur les lieux du sabotage de lignes TGV en novembre 2008 ne correspondent pas à celles de Julien Coupat et Yildune Lévy, mis en examen. On se tuait à leur dire!

Sans-paps toujours...

Le représentant toulousain de la Cimade au centre de rétention de Cornebarrieu rapporte avoir vu passer le cas d'un étranger clandestin retenu pour avoir aidé une vieille personne à se relever après une chute dans la rue. Deux Camerounaises ont été dénoncées par des compatriotes à la police de l'air aux frontières avec l'adresse où les trouver et leur numéro de passeport. Vive la solidarité!

Lord « Ducon »!

Les dirigeants européens ont décidé de lancer un projet de vols charters financés par l'Union européenne pour l'expulsion vers les pays d'origine des migrants en situation irrégulière, à l'initiative de la France et malgré des réserves de la Commission européenne. Ils demandent « l'examen de la possibilité d'affréter régulièrement des vols de retour communs financés par l'agence européenne Frontex, chargée de la sécurité des frontières externes de l'UE ». Nicolas Sarkozy s'est félicité de l'initiative: transmis aux sans-papiers!

Précaires menacés à Paris

La mairie de Paris menace d'expulser la coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France des locaux du 14, quai de Charente (Paris XIX^e), pour réaliser une opération immobilière essentiellement marchande. Or, ce lieu est devenu un espace crucial pour l'action, la réflexion et les fabrications mises en œuvre par celles et ceux qui l'utilisent comme point d'appui à des luttes qui s'opposent à l'individualisation libérale, à la concurrence de tous contre tous. Résistance!



UN AGENDA 2010 est en cours de réalisation, avec la participation active de nos « dessineux ».

On y trouvera le calendrier de l'année, mais pas seulement: rappels historiques, contacts activistes (dans le monde entier), informations militantes, et plein d'autres choses!

Bref, de quoi préparer la révolution sociale sans s'encombrer les poches...

On pourra le commander à l'adresse de Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, pour la modique somme de 7,50 euros franco de port.

Faites-vous plaisir, réservez-le dès maintenant!

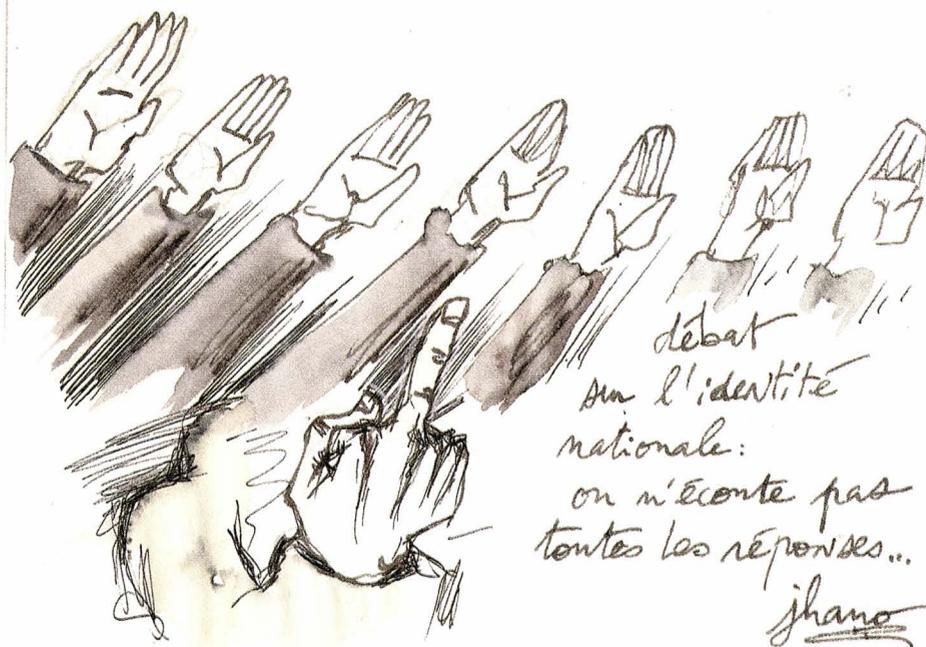
Coédité par le Monde libertaire et les éditions du Monde libertaire, l'agenda sera disponible dès la fin du mois de novembre...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Mon identité nationale

Billet d'humeur



JE DISPOSE COMME LA PLUPART DES GENS qui habitent autour de moi d'une carte nationale d'identité où il est indiqué que je suis Français. Mon identité nationale est claire et elle est certifiée par ce bout de plastique. À partir de là le débat semble clos. Est-ce le cas? Évidemment pas, autrement ni Besson, ni Sarkozy se lanceraient dans cette discussion à risque.

Comment je comprends mon identité

J'ai pris conscience de mon appartenance à la collectivité française après avoir vécu à l'étranger, dans un pays francophone d'Afrique. Le fromage de mon pays me manquait. Cela semble rigolo mais c'est profondément vrai. Avant de parler des valeurs que l'on partagerait avec ceux qui se réclament du même pays, il faut réaliser que ce qui rassemble au fond relève de données concrètes, comme des recettes, des paysages, des climats, etc. De la même façon, nous partageons des acquis culturels identiques à la base, lecture, écriture, musique, quoique pour cette dernière l'internationalisme semble de plus en plus de rigueur. Le succès du dernier film de Michaël Jackson en est l'illustration. Mais tout cela fait-il réellement une nationalité, une identité? Pour moi oui, mais l'amour de la choucroute, de la crêpe bretonne, de l'aïoli ou du cassoulet, comme l'intérêt pour une littérature, ne suffisent pas pour faire marcher une population au son du canon. Michel Onfray avance qu'« il y a deux façons de concevoir l'identité. Celle de l'identité du sang, de la race et l'autre de la raison et de l'intelligence ». On peut se demander ce que viennent faire dans cette histoire raison et intelligence quand il ajoute « que la France c'est la Révolution française ».

On peut se dire que notre philosophe libertaire se prend les pieds dans le tapis. Daniel Guérin nous avait expliqué, il y a fort longtemps, comment se passaient les luttes de classe alors et à quel point les antagonismes étaient forts, violents et meurtriers. La Révolution, c'est celle de Babeuf ou de Robespierre?

Identité nationale, identité anarchiste

Mon identité culturelle est francophone sans aucun doute, parfois elle est trop française et je le déplore. Parce que si pour Onfray la France est incarnée dans la Révolution française et les Lumières, pour moi elle a bien des visages que je n'aime pas, c'est la France des rois et de leurs guerres. Sans eux, sans elles et ses cortèges de victimes il n'y a pas de France. Cette nation est le pays de Thiers et des fusillés de la Commune, elle est la conquérante colonialiste et son lot de désolation au nom de sa civilisation issue des Lumières. Elle est aussi le pays des fusillés de 1917 de cette guerre imbécile, elle est celle qui, lors du traité de Versailles, n'a laissé à l'Allemagne que l'espace de la revanche. La France, c'est elle qui a enfermé mes parents dans des camps de réfugiés politiques indésirables. Cette France dont tout le monde parle a voulu m'envoyer tuer des femmes et des hommes qui se battaient pour leur liberté. Cette France, je ne lui dois rien. Ce qui m'importe, ce qui me mobilise, le drapeau qui me fait marcher, c'est celui de la solidarité avec ceux qui luttent pour la justice. Ce que j'aime dans ce pays c'est sa capacité à produire de l'art, qu'il soit culinaire ou autre. Ses artistes et leur production me font vibrer, ils me font vivre, ils m'ouvrent à la culture des autres pays. La production française de beauté,

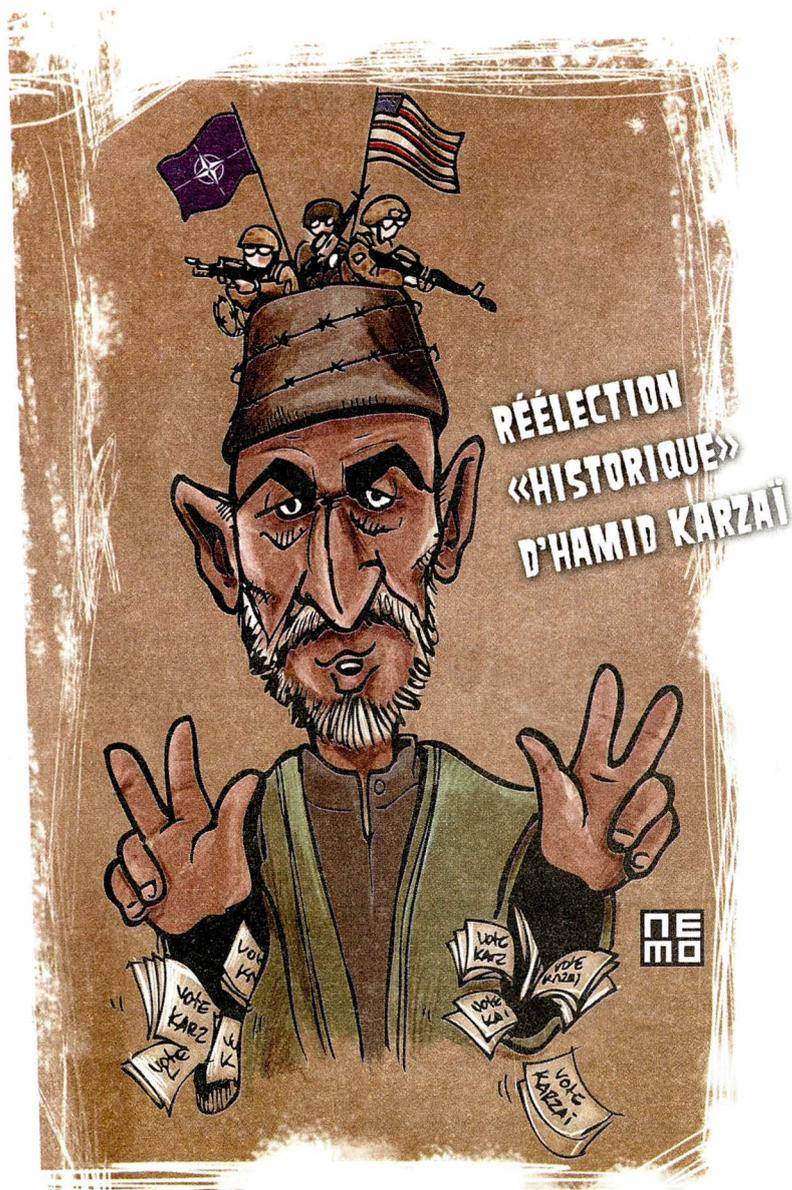
de plaisirs, ouvre la possibilité de dilution de la nation dans d'autres nations pour laisser place à la nation humaine, à cette nation dont je suis citoyen. C'est celle-là que je veux chanter, c'est pour celle-là que je veux me dresser.

Chanter la France

Donc mon identité, si je suis à gauche, serait celle de la France de la Révolution disent-ils. Façon comme une autre d'asseoir autour de la même table des gens qui n'ont rien à faire ensemble. Non, je ne marche pas, non je ne chante pas, non ces paroles qui appellent au sang, et que je connais hélas par cœur, ne franchiront pas mes lèvres. Vous ne m'entendrez pas chanter ce chant de haine qu'est *La Marseillaise*. Mon sang est impur. Ceux dont les sillons ont besoin de lui pour être fertiles ne sont pas de mon pays. Comment faire autrement que de siffler un chant qui appelle au meurtre, au crime? Qu'est donc ce pays dont on m'intime l'obligation d'afficher son identité pour montrer mon existence? Qu'est donc ce pays qui ne peut exister qu'à travers des chants guerriers? Comment se fait-il qu'un homme dont j'apprécie l'enseignement philosophique, internationaliste par essence, oublie que ses lèvres laissent passer ce chant de guerre? Lui et bien d'autres, dans ces cas, oublient qu'ils sont à l'aube d'une ère où ces vieilles nations guerrières sont en train de disparaître, qu'elles le veuillent ou pas, dans un ensemble informe mais porteur d'avenir qui s'appelle l'Europe. Tant qu'à faire, je suis Européen et mon hymne national est l'*Ode à la joie*, dont je ne connais pas les paroles mais dont la musique, la mélodie m'émeut profondément.

Pierre Sommermeyer

Le merdier afghan



ÇA VA FAIRE DES ANNÉES que cela dure et le bon-bon commence à coller au papier. Depuis l'invasion par la défunte URSS de l'Afghanistan au début des années 1980, voilà près de trente ans que cet État, sans accès à la mer, regorgeant de gaz et d'opium, infesté de musulmans radicaux et géographiquement, donc militairement, totalement incontrôlable, nous rappelle aux bons souvenirs de la guerre froide. Colonisé par les Anglais, envahi par l'Union Soviétique, envahi de nouveau par une coalition occidentale à la suite des attentats du 11 septembre 2001, et je fais court, on peut rêver mieux comme destin. Dernier rebondissement en date, la récente élection présidentielle et son pitoyable déroulement.

Loin d'accréditer l'idée qu'une élection présidentielle puisse être un quelconque salut, ça peut être néanmoins un moindre mal pour un État aussi tourmenté et aussi déchiré. La dictature des talibans dans les années 1990 n'obéissait qu'à assez peu de principes, comme tous les régimes totalitaires en général, mais il en était au moins un qui faisait particulièrement froid dans le dos : instaurer « le plus pur État islamique du monde », fondé sur une stricte application de la charia, avec tout son hideux cortège d'humiliation pour les

femmes, les interdictions diverses et variées jusqu'à la destruction, en direct dans le vingt-heures, des statues de Bouddha pré-islamiques de Bâmiyân inscrites au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco. Quand je disais qu'on pouvait rêver mieux. L'assassinat du commandant Massoud, héros de la résistance contre les Soviétiques, puis la destruction des tours jumelles de New York, vont générer de subtils retournements d'alliances dont seules les diplomaties ont le secret. À noter que le commandant Massoud, très admiré du progressiste Alain Madelin, aura été reçu avec tout le tralala en avril 2001 par la très catholique Nicole Fontaine, alors présidente du Parlement européen de Strasbourg. On peut rêver mieux, je vous dis ! Jusqu'alors soutenus par les Yankees, les talibans au pouvoir vont être chassés. Passons sur les pétarades foireuses du mollah Omar fuyant Kaboul à mobylette, c'est désormais l'ordre mondial occidental qui va s'imposer pour tenter de calmer un peu les esprits de ces étudiants un peu chahuteurs et un peu taquins.

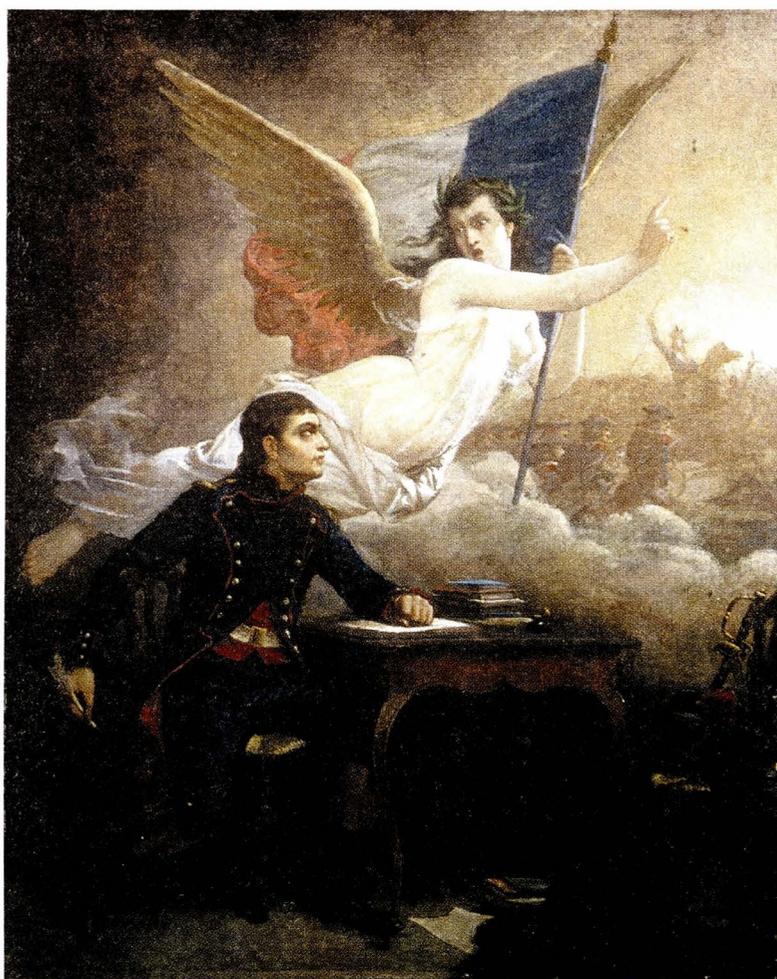
Les démocraties occidentales ne connaissent – ce sont elles qui le disent – qu'un seul système de gouvernement : la démocratie ; quitte à faire entrer cette idée dans les crânes à

coups de marteau. Aussitôt dit aussitôt fait. Il suffit de placer une marionnette au pouvoir et de tenir la laisse pas trop longue, ce que se sont empressés de faire les gouvernements. Corruption, trucage d'élections, défection des candidats s'en suivent sous le regard bienveillant d'un prix de Nobel de la paix bien emmerdé avec ses promesses de quitter le pays, et de ses alliés qui vont désormais être obligés de faire avec la créature qu'ils ont eux-mêmes créée et pour laquelle ils ont dépensé des millions de dollars.

Nous ne pleurerons pas les militaires en général ni ceux tués par la guérilla islamiste en particulier. Quand on fait le choix des armes, et que l'on met le monde à feu et à sang, il faut s'attendre aux inconvénients d'accidents du travail un peu sérieux mais il reste que le désengagement tant espéré tarde un peu à venir. Et puis quand bien même : les compagnies pétrolières comme Unocal, Texaco, BP et Total se sont installées à Kaboul en espérant remporter des appels d'offres du gouvernement afghan. Nous y voilà enfin.

Émile Vanhecke

Indignité nationale



« **INTÉRÊT NATIONAL**, intérêt du capital ! » C'était l'une des plus fameuses proclamations figurant sur une des affiches de l'atelier populaire des Beaux-Arts, en mai 1968. Cette vérité première ne devait pas être du goût des princes qui gouvernaient alors. En effet, c'est au nom d'un nationalisme pervers que l'on a toujours tenté de faire marcher les peuples, au pas cadencé si nécessaire. Curieusement, c'est particulièrement dans les périodes de difficultés économiques et sociales que l'on ressort bruyamment cette vieille lune de l'identité française. Laquelle masque mal ces relents xénophobes et racistes qui, ponctuellement, contaminent les braves citoyens français, tellement persuadés d'être les descendants de « nos ancêtres les Gaulois ».

Je suis Français, voilà ma gloire !

Une fois de plus, le loup nationaliste est sorti du bois. Avec pour volonté de réactiver la fierté d'être Français. Missionné pour conduire cette croisade, Éric « Judas » Besson nous ressort la nécessité de faire chanter La Marseillaise aux enfants – au moins une fois par an. Avec cet avertissement aux candidats à l'accueil dans « notre » pays de savoir parler et de s'exprimer correctement en français. Quant à acquérir la nationalité, c'est là un tout autre

problème. Dans un débat identique, remontant à 1986, un certain nombre d'histriens politiques nous expliquaient déjà que l'on ne trouvait pas la carte d'identité dans une pochette surprise. C'est un certain Alain Madelin, ancien d'Ordre nouveau, qui éruçait cette volonté de rester entre vrais Français de France ou tout au moins de limiter l'installation de trop d'intrus sur le sol national.

C'était sous un gouvernement présidé par Jacques Chirac, et il aurait été possible de chanter : « Je suis Français, voilà ma gloire, mon espérance et mon soutien... » La stupidité ambiante régnait et le cher Coluche s'en donnait à cœur joie pour railler les imbéciles : « Massiou, je souis plus française qu'à vous, et je vous merde ! » Quelques années plus tard, c'était en juin 1991, le même Chirac nous servait le fameux discours sur « le bruit et l'odeur » des immigrés. Dans le même temps, Giscard s'inquiétait de l'invasion de la France par les immigrés, tandis que son porte-flingue Michel Poniatowski (l'homme des opérations coup-de-poing) dénonçait l'occupation du pays par ces mêmes immigrés. Pour ne pas faire porter le poids de ces mauvaises manières à la seule droite, il convient de rappeler qu'en janvier 2002, lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, Lionel Jospin

Maurice Rajsfus

avait tenu à tancer ces étrangers « qui n'ont pas vocation à rester en France ».

Pourquoi cet intérêt porté aux immigrés, surtout s'ils font partie de la catégorie des sans-papiers? C'est évidemment pour réveiller ces sentiments nationalistes qui conduisent à se pavaner dans les oripeaux de l'identité nationale. Nicolas Sarkozy n'a rien inventé. Il ne fait que suivre la voie de ses glorieux prédécesseurs. Simplement, il a porté ses propres rejets jusqu'à la caricature. Avec ses affidés, il serait très bien que le nationalisme de bon aloi conforte les bons citoyens comme les imbéciles heureux

Dans ce pays des droits de l'homme blanc, il y a toujours ceux qui espèrent en obtenir. On ne cesse de rappeler que rien ne peut rem-

placer la fierté d'être Français. Ce qui permettrait de trop s'intéresser à la qualité du bulletin de salaire et aux tristes conditions de travail dans bien des cas. Bien sûr, le Français moyen reste un incorrigible patriotard, mais de moins en moins si l'on se permet de toucher à ses avantages acquis pour lesquels il ne s'est pas toujours battu. De plus, on l'incite à devenir européen. Alors pourquoi lui rappeler avec insistance cette identité française qui ne trouve plus de fervents que parmi les anciens combattants (espèce en voie d'extinction) et les abrutis en mal d'éclairs d'intelligence.

Identité nationale : idéologie mal identifiée

Je me souviens qu'à l'école primaire nous étions tous de bons petits Français. Tous farouchement républicains, très fiers de notre histoire passée, même si les parents de certains d'entre nous n'étaient pas de bonne origine ni vraiment catholiques. C'était au temps de la III^e République finissante. L'hymne national faisait partie du programme au certificat d'études. Il est vrai que de nombreux chants glorieux, vantant la France éternelle, nous étaient enseignés au même titre que la règle des participes et les tables de Pythagore. Ce qui ne nous empêchait pas, dans la cour de récréation, de persifler gentiment :

« La France est notre mère,
C'est elle qui nous nourrit
Avec des pommes de terre
et des fayots pourris... »

Pourtant, de retour en classe, après ces minutes de défoulement, nous n'en chantions pas moins avec conviction – notre instituteur battant la mesure – ce *Chant du départ* qui devait nous motiver pour défendre la patrie, lorsque notre tour serait venu d'endosser l'uniforme de soldat du pays de la liberté. Peu importe que, quelques instants plus tôt, nous trouvions désopilant de répéter des plaisanteries, à la limite de l'esprit antinational telles que : « Vive la France et les pommes de terre frites! » Ensuite, sans rire, nous étions en capacité de chanter : « Un Français doit vivre pour elle, pour elle un Français doit mourir... »

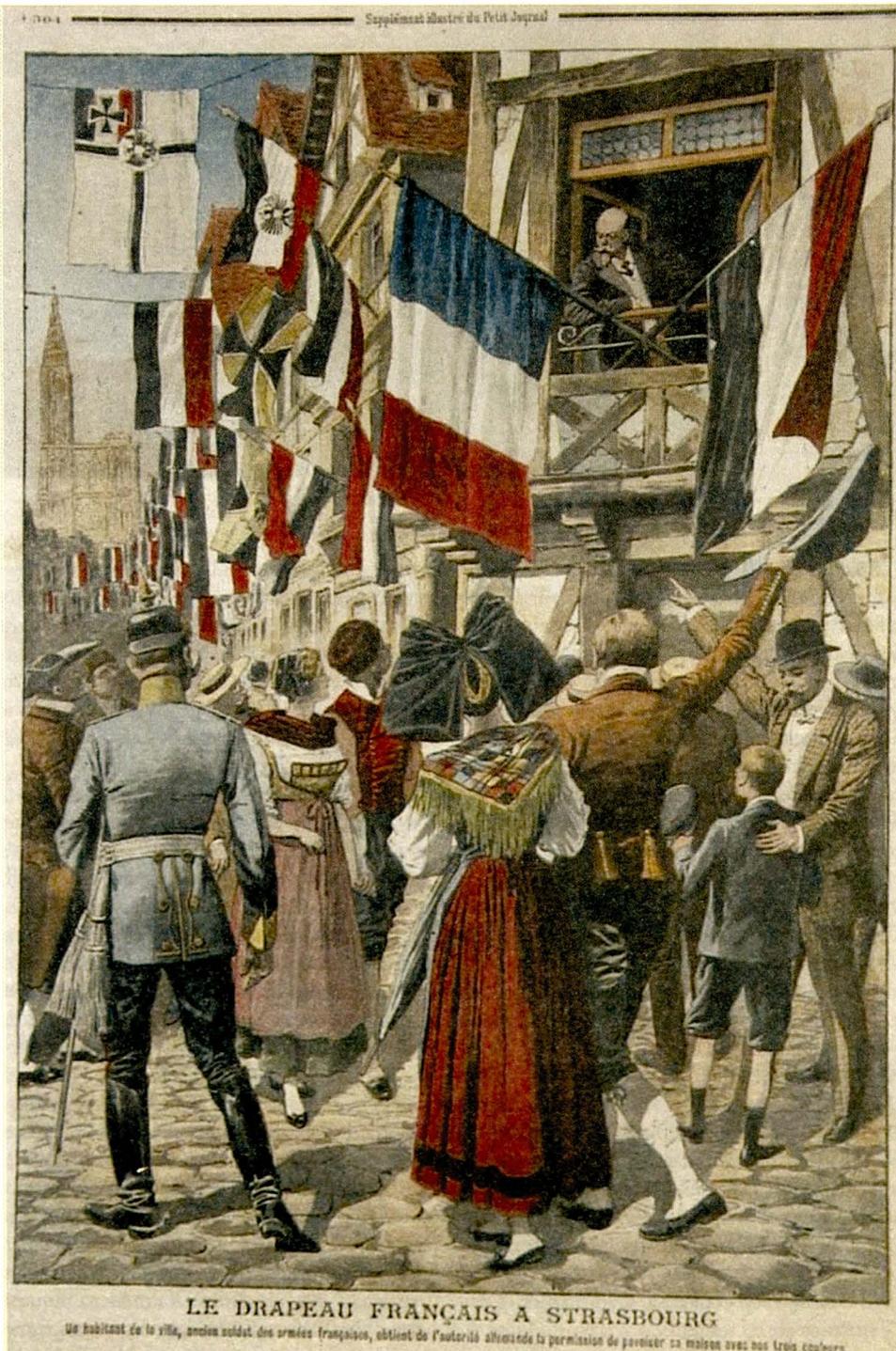
Quelques décennies nous séparaient des couplets vengeurs de Paul Déroulède, ce chanteur de la revanche, mal remis de la défaite des armées françaises en 1870. Cette vieille crapule, porte-drapeau d'un nationalisme haineux (y a-t-il des nationalistes humanistes?) traçait la voie à suivre pour les générations futures. Dans ses *Chants du soldat*, après avoir tenté de soulever l'armée contre les institutions républicaines, Déroulède espérait réveiller ce sentiment national indispensable pour toutes les guerres sanglantes à venir :

« Oui, Français, c'est un sang vivace qui est le vôtre.

Les tombes de vos fils sont pleines de héros.

Mais sur ce sol sanglant où le vainqueur se vautre.

Tous vos fils, ô Français, ne sont pas au tombeau! »



Un demi-siècle plus tard, les murs de nos villes étaient couverts d'affiches à la gloire du maréchal Pétain, chef d'un État croupion à la solde des nazis. Au-dessus du portrait de cette vieille baderne militaire, cette interrogation: « Êtes-vous plus Français que lui? » C'est le même facho à la sauce française qui, dans le même temps, nous servait des leçons d'identité et d'attachement à la glèbe, avec son célèbre: « La terre, elle, ne ment pas! » Ce que Nicolas Sarkozy allait nous resservir à la fin du mois d'octobre 2009 dans un discours aux agriculteurs, à Poligny.

Et l'identité des autres?

De quelle identité nationale peut-il bien s'agir? Celle des smicards n'ayant rien à attendre d'un pouvoir qui ne sait que leur expliquer qu'il « faut se lever tôt » et que la solution à leur situation consiste à « travailler plus pour gagner plus »? S'agit-il de l'identité des nantis, qui se disent républicains et ne rêvent que de l'instauration d'un État fort ressemblant à celui de Vichy? Qu'en est-il de cette France profonde à qui il est conseillé de faire confiance à cet omniprésident, élu en mai 2007? Ses électeurs étant un peu comme ces flagellants qui soupirent d'aise lorsqu'ils cessent la punition qu'ils s'infligent.

Les policiers de cette pseudo-république ont bien compris ce que peut signifier ce gadget baptisé « identité nationale ». Quand ils intiment à un « individu » de décliner son identité, il y a comme un éclair de haine dans le regard de ces excellents fonctionnaires s'ils croient tenir la victime choisie parmi d'autres. Surtout si le suspect éventuel a le teint coloré. Nos policiers sont effectivement très attentifs à ce que l'identité nationale soit préservée. D'autant plus que ces défenseurs de l'ordre public font partie de ces « forces vives de la nation » chères à Éric « Judas » Besson.

Surtout ne pas dire que Nicolas Sarkozy, par son gardien de l'identité nationale interposé, chasse sur les terres du Front national. Bien au contraire, proclament les thuriféraires du petit Nicolas qui veulent nous persuader que les fachos du FN se sont simplement trompés de leader. Celui qui tente à nouveau de les séduire ne vient-il pas d'ouvrir un vaste débat sur l'identité nationale qui va s'étaler tout au long des mois de novembre et de décembre dans les cent préfectures et les trois cent cinquante sous-préfectures du pays des droits de l'homme. Cela pour bien nous faire comprendre « qu'il faut réaffirmer les valeurs de l'identité nationale et la fierté d'être Français ». Si j'étais vulgaire, et cela m'arrive quelquefois, j'ajouterais: « Et mon cul, c'est du poulet? »

Puisqu'il est question de poulets, étaient-ils convaincus de leur identité française, ces policiers et ces gendarmes, ces magistrats et hauts fonctionnaires qui, après avoir servi le régime de Vichy, allaient témoigner d'une même ardeur pour de Gaulle, qui venait de remplacer Pétain en août 1944? Après avoir

chanté en chœur *Maréchal nous voilà!* durant quatre ans, ces excellents serviteurs de l'État redécouvraient les couplets vengeurs de *La Marseillaise*. Après s'être déshonorés à l'ombre du drapeau nazi, les mêmes se mettaient au garde-à-vous devant le drapeau tricolore. Cela n'a rien à voir, diront les fiers défenseurs de nos actuelles institutions. Certes, sauf que les pseudo-héritiers du pouvoir gaulliste ont peu à peu liquidé des résidus de cette Résistance revendiquée par leurs anciens. Du programme du Conseil national de la Résistance, il ne restera bientôt plus que le vote des femmes.

Les exilés de l'intérieur

L'identité nationale, cela pourrait signifier la revendication des grandes heures de la France révolutionnaire. Pourquoi les manuels d'histoire ne laisseraient-ils pas dans l'ombre « Clovis et les trente rois qui ont fait la France » pour s'intéresser par exemple aux barricadiers de juin 1848 ou à la Commune de Paris, lorsque les habitants de la capitale avaient confié leur sort à l'ouvrier hongrois Léo Frankel, qui siégeait sans problème au côté des révolutionnaires français, et aux généraux Dombrowski (Polonais) ou La Cecilia (Italien) qui défendaient Paris contre les hordes versaillaises? Tu rêves Rajsfus. Il y a beau temps que les versaillais sont revenus au pouvoir. Fort heureusement, nous n'en sommes pas à la semaine sanglante. On ne tue plus par fusillade. La répression a changé de forme. Dans ce pays, autrefois havre d'accueil, il y a des millions d'exilés de l'intérieur, condamnés à n'être plus rien que de possibles électeurs pour ceux qui les oppriment. Ceux de la « France d'en bas », comme disait Raffarin, ont-ils encore la force de se réveiller alors qu'une gauche convenable ne songe qu'à rendre la contrainte plus supportable? Alors, combien nous paraissent contemporains ces vers d'Eugène Pottier, écrits sous la II^e République en 1848 :

« Il nous faut une main de fer
Pour le bien du commerce
qu'on nous donne Paul ou Jean
Mais qu'on gagne de l'argent
Protégez la boutique
Comme ont fait tous vos devanciers
Et que la République
Profite aux épiciers ... »

L'épicier de 2009, porteur des grands principes de l'identité nationale, s'appelle Nicolas Sarkozy. Peut-être faudrait-il rappeler à ce président gesticulant quelques vers de « Elle n'est pas morte », ce superbe texte de Jules Vallès :

« Les journalistes policiers
Marchands de calomnies
Ont répandu sur nos charniers
Leurs flots d'ignominies...
Ont vomi leur eau forte.
Tout ça n'empêch' pas
Nicolas,
Qu'la Commune n'est pas morte... » M. R.

LA CHUTE DU

À l'occasion de l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin, notre compagnon Pierre Sommermeyer nous livre un dossier de quatre articles. Retour sur l'événement et ses racines.

La rédaction

La fin du communisme et les libertaires

Le 9 novembre 1989, dans la nuit, le mur hideux qui sépare Berlin en deux s'ouvre, fracturé. Depuis déjà plusieurs mois des manifestations ont lieu en RDA, à partir des temples protestants, ultimes refuges d'une opposition dopée par l'ouverture du rideau de fer en Hongrie. Un immense espoir surgit de la fin de la séparation entre les deux Europe. Il durera quelques jours.

Les communistes et nous

La chute du Mur de Berlin plus que la fin des régimes communistes annonce la fin d'une idéologie qui pendant plus de soixante-dix ans imprégna de façon irrésistible les façons de penser comme les modes d'actions des anarchistes. Les conséquences de la victoire bolchevique d'octobre 1917 marquèrent et continuent de marquer profondément le mouvement libertaire international. La fin incontestable du communisme marxiste-léniniste marque la fin d'un voisinage, je n'ose dire d'un compagnonnage, qui naît au début des années soixante du siècle précédent. Le besoin, parmi les militants ouvriers, de se regrouper, de se sentir moins seuls, aboutit à la création de l'Association Internationale des Travailleurs, la Première. Ce sera le *Manifeste communiste*. Huit ans après c'est la scission. Les antiautoritaires opposés à la « participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale » sont exclus de l'organisation. Malatesta rappellera bien plus tard que « nous faisons comme eux, c'est-à-dire que nous cherchions à nous servir de l'Internationale pour atteindre nos buts de parti ».

Février 1917, la révolution russe fruit de la guerre mondiale, éclate. De nouveau les libertaires vont se trouver à côté des marxistes

organisés cette fois autour de Lénine, comme de bien d'autres tels les socialistes révolutionnaires dans le camp de la révolution. Octobre de la même année voit les bolcheviques faire le coup de force et se saisir du pouvoir. La machine autoritaire se met en marche et au son d'un discours internationaliste écrase tout sur son passage. Rescapé de la déroute anarchiste, Archinoff, dans l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure dira : « L'action révolutionnaire des bolcheviks prit fin à ce moment-là et fut remplacée, consécutivement, par une activité nettement contre-révolutionnaire. »

Printemps 1936, de nouveau les libertaires sont aux côtés des communistes dans le combat contre le fascisme franquiste. Est-il vraiment nécessaire d'énumérer les noms de tous ceux, anarchistes ou autres irréductibles, qui tombèrent sous les balles des gens aux ordres de Moscou ?

Il faut, maintenant, laisser dans les pages qui suivent la place à des extraits d'une revue francophone, *Iztok* (Est en vieux slavon), dont la totalité se trouve sur l'excellent site web *La presse anarchiste*. Il s'agit d'abord de rappeler quelques faits de résistance au rouleau compresseur stalinien, puis d'aborder l'analyse de ce qu'est l'URSS après Staline. Enfin Nicolas Trifon qui a participé à cette revue fait le point sur la situation actuelle à l'Est dans une interview initiée par le webmestre du site cité plus haut et développée plus avant. Je ne peux qu'inviter les lecteurs, anarchistes ou pas, à aller lire en ligne cette revue si intéressante et si méconnue.

Les anarchistes sans les communistes

Aujourd'hui la place est libre. Pourtant, vingt ans après cet événement déterminant il sem-

ble que dans l'imaginaire anarchiste rien ne se soit passé, ou plutôt que cette disparition n'ait donné lieu à aucune célébration, réflexion, explosion de joie quelconque.

En disparaissant du panorama idéologique, le communisme « marxiste léniniste » aurait dû laisser la place nette, par défaut, aux idées libertaires. Cela ne s'est pas passé ! Il faudrait se demander pourquoi ? Il importe d'analyser quels sont ces sédiments que la marée stalinienne a laissé derrière elle et mettre en lumière le rôle qu'ils jouent tant dans la vie intellectuelle que politique ou socio-économique.

Cette « disparition » ne touche pas l'anarchisme en tant que tel, autant pour des raisons liées à sa structure théorique multi-origines qu'à son incarnation de l'activité spontanée de la libération humaine.

Aujourd'hui encore beaucoup d'entre nous se retrouvent dans les écrits des anciens, au risque d'oublier que notre société est devenue non pas fondamentalement différente mais bien plus complexe qu'elle ne l'était alors. La mondialisation a fait éclater les cadres anciens. L'apparente dissolution du rôle historique du prolétariat joue un rôle déterminant dans la passivité des partis et syndicats face à la crise. Cela pose un problème de fond auquel il faudra bien se confronter. De même il nous appartient, il est de notre devoir, tout en se battant pour notre quotidien, de comprendre, de démonter, de démystifier cette utopie consumériste que la publicité de façon si convaincante nous propose de réaliser.

Pierre Sommermeyer

MUR



Les anars en URSS de 1921 à 1937

Après 1921, toute propagande anarchiste est sévèrement réprimée mis à part quelques exceptions tolérées par le régime pour se donner une image « libérale » : les librairies et les éditions « Golos Trouda » de Moscou et Petrograd, la « Croix Noire » et le musée Kropotkine. Mais il y a encore quelques tentatives d'activité clandestine qui seront rapidement découvertes par la Tcheka. Les dernières traces de groupes clandestins ne dépassent pas 1925. Quelques-uns ont agi en 1922 et en 1923 à Petrograd et Moscou. En 1924 un autre groupe anarchiste assez actif existe encore à Petrograd parmi les ouvriers, mais il doit cesser son activité quand son existence est découverte. Dès 1925, la propagande clandestine est le fait d'individus et non de groupes. Cette très faible propagande semble avoir eu des résultats. La vague de grèves qui secoue Moscou et Petrograd en août et septembre 1923 est due en grande partie aux mencheviks, mais dans plusieurs cas aux anarchistes.

Si les institutions anarchistes tolérées nommées plus haut ont encore une petite activité légale et si elles sont maintenues, c'est que le régime y trouve son intérêt. Elles n'existent qu'à Leningrad et Moscou, vitrines de l'URSS vers l'étranger. En province rien n'est possible, la littérature anarchiste tolérée à Moscou y est interdite. Mais ces institutions légales vont peu à peu, avec l'affermissement du pouvoir de Staline, devenir inutiles. La « Croix Noire » est dissoute en 1925 et ses principaux animateurs sont emprisonnés. Les librairies de Moscou et Leningrad sont fermées en 1929, au cours d'une vague d'arrestations qui frappe les milieux anarchistes. Le musée Kropotkine ferme en 1938, à la mort de sa veuve.

Quand les communistes exploitent l'affaire Sacco et Vanzetti pour leur propagande antiaméricaine, certains anarchistes russes dénoncent cette manœuvre du régime. L'anarchiste Warchavski est emprisonné car il possède des brochures qui dénonçaient cette exploitation. Nicolas Beliaief, anarchiste déporté au Turkestan se retrouve en Sibérie pour avoir protesté parce qu'un camp d'aviation militaire de la région avait été baptisé de leurs noms. Il a dû y avoir de nombreuses autres actions individuelles, comme celle d'Ivan Kologriv, un docker anarchiste condamné en 1930 pour agitation antimilitariste.

Dans les prisons et dans les camps.

Du fait du système répressif mis en place par les communistes, la plus grande partie des anarchistes actifs s'est retrouvée en prison, en déportation ou en relégation. Et là ils ont continué à lutter. Ils vont participer, avec les courants socialistes de la Révolution, socialistes révolutionnaires et sociaux-démocrates, à la lutte pour conserver les avantages du statut de prisonnier politique hérité du tsarisme : pas de travail forcé, correspondance libre, circulation libre dans le camp à toute heure du jour et de la nuit.

En décembre 1923, alors que l'archipel des îles Solovki est coupé du reste du monde par l'hiver, quelques avantages sont supprimés : limitation de la correspondance et d'autres petites choses et surtout interdiction de sortir des bâtiments après six heures du soir. En guise de protestation, des volontaires socialistes-révolutionnaires et anarchistes doivent sortir dès le premier jour après six heures. Mais avant même l'heure du couvre-feu, les

soldats tirent sur les prisonniers qui se trouvent dehors. Il y a six morts et plusieurs blessés. Mais après cet « incident », le régime politique est maintenu. Fin 1924, de nouvelles menaces pèsent sur le statut politique. Toutes les fractions politiques s'entendent de nouveau pour demander l'évacuation de l'archipel avant l'arrêt de la navigation sinon une grève de la faim collective aura lieu. Moscou repousse l'ultimatum et la grève commence. Toutes les personnes valides la font. Après quinze jours, des dissensions apparaissent. Un vote secret se prononce pour l'arrêt de la grève. Ce n'est pas une victoire, mais ce n'est pas une défaite : le régime politique est maintenu.

Au printemps 1925, les Solovki sont évacuées. Les anciens (délégués) sont internés à l'isolateur de Verkhné-Ouralsk. Les attaques contre leurs « libertés » se font plus précises : la circulation entre les cellules est interdite, les anciens sont réélus mais ils ne peuvent plus entrer en contact avec les autres cellules. Vers 1928, une autre grève de la faim a lieu. Mais l'atmosphère n'est plus la même que pour la précédente, et après un passage à tabac des grévistes par les gardiens, le mouvement s'arrête.

La dernière grève de la faim collective des prisonniers politiques des Solovki aura lieu début janvier 1937 à l'isolateur de Iaroslav. Après 15 jours de grève, ils sont nourris artificiellement. Ils obtiennent quelques avantages qui leur seront repris en quelques mois. C'est la dernière manifestation collective des anarchistes, des socialistes-révolutionnaires et des autres socialistes emprisonnés après la révolution. Les purges staliniennes décimeront ces vétérans.

P. S.

De la nature du régime soviétique



DEPUIS 1948, CORNÉLIUS CASTORIADIS, tout d'abord au sein de la revue *Socialisme ou Barbarie* puis seul, a mené une réflexion de fond sur la nature du régime soviétique et de la bureaucratie. Communiste critique au départ de sa réflexion, le développement de ses analyses l'a progressivement éloigné du marxisme-léninisme, puis du marxisme. Aujourd'hui, les idées qu'il a toujours défendues (la bureaucratie comme classe dominante, le système soviétique comme capitalisme bureaucratique, le soi-disant « socialisme » comme système d'oppression et de répression...) semblent des lieux communs. Il faut se rappeler qu'elles ont été élaborées en grande partie à la fin des années quarante et dans les années cinquante, à une époque où le PC exerçait en France un quasi-monopole sur la pensée « de gauche » et où toute critique de l'URSS ne pouvait qu'être de droite.

Les analyses de Castoriadis ont été développées sans aucun lien, à ma connaissance, avec la pensée anarchiste. Elles ont ceci de particulier cependant qu'elles ne sont à aucun moment en contradiction avec les idées libertaires. Cela suffit à expliquer l'influence qu'elles peuvent avoir dans le mouvement.

Dans son livre *Devant la guerre* Castoriadis rompt avec ce schéma, et la thèse avancée est très neuve : les analyses sur la bureaucratie conviennent parfaitement pour la totalité de la société à l'époque stalinienne. Depuis, l'armée considérée comme corps social a pris une

place prépondérante (économique, politique, idéologique) en URSS et le système bureaucratique « classique » a été relégué au secteur civil de la société, dans un rôle d'application essentiellement et non plus de décision. Aujourd'hui, l'URSS est séparée en société militaire et société civile, avec prépondérance de la première sur la seconde, mais sans que ce soit l'armée qui soit directement au pouvoir.

Il est intéressant de voir comment Castoriadis en est venu à postuler une dichotomie de la société russe. En s'interrogeant sur la puissance réelle de l'armée russe, il s'est aperçu que tout ce qui la concerne (matériel, organisation, transmission...) est qualitativement différent de ce qui existe dans la société civile. La bureaucratie vit sur un trucage général des chiffres toujours surévalués, surévaluation qui se répercute à tous les niveaux quant à la quantité et à la qualité des matières premières, sources d'énergie, produits et biens manufacturés, services. Des problèmes d'organisation (circuits de distribution par exemple) amplifient encore le phénomène. Enfin les travailleurs eux-mêmes, face à leurs mauvaises conditions de vie et de travail, travaillent le moins possible.

Le secteur militaire, par contre, est très performant. L'armement soviétique (chars, avions, missiles, navires) est équivalent en qualité à son homologue occidental. La recherche spatiale, la technique informatique, la technologie en général de l'armée russe

sont elles aussi à un niveau équivalent. L'idée du retard des Soviétiques dans le secteur militaire provient du fait qu'on assimile la production civile de mauvaise qualité à la production militaire.

Castoriadis fait le contraire. Partant de la bonne qualité de tout ce qui est produit dans le secteur militaire contrastant avec l'incurie du civil, il postule qu'il existe un complexe militaro-industriel qui fonctionne uniquement pour l'armée, et d'une façon qualitative-ment différente de l'industrie civile.

Cette « militarisation » de la société est très profonde et très différente de ce que l'on peut entendre habituellement par ce mot. Il ne s'agit pas de la prise en main de l'administration civile par l'appareil militaire ni d'une influence profonde de ce même appareil sur l'éducation, la culture (le politburo, véritable centre du pouvoir en URSS, est composé en grande majorité de civils). Mais la politique générale du pays, intérieure comme extérieure, est définie et appliquée en fonction des intérêts de l'armée. Le Parti n'est plus réellement prépondérant en URSS car l'idéologie communiste est morte dans ce pays : plus personne n'y croit, ni hors, ni dans le Parti.

Le moteur de la société n'est plus une société sans classe idéale qu'il faut atteindre le plus tôt possible, mais l'aspiration à étendre l'empire soviétique au maximum.

C'est le seul but qui reste au régime, et c'est pourquoi l'armée a pris cette importance.

P. S.

1989

Comprendre ce qui s'est passé !

Pour clore ce dossier, cet entretien réalisé par Pierre Sommermeyer avec Nicolas Trifon, membre de la rédaction d'*Iztok*, revue libertaire sur les pays d'Europe de l'Est, et militant dans les différents réseaux de soutien aux luttes dans ces pays.

Le Monde libertaire : As-tu été surpris par les événements qui ont marqué la fin de l'année 1989, à savoir le succès des manifestations à Prague et la chute du mur de Berlin en novembre, puis le renversement du régime de Ceausescu à Bucarest en décembre ?

Nicolas Trifon : La conviction que les régimes s'accrochant à ce que l'on appelait dans ce temps le « socialisme réellement inexistant » allaient s'écrouler je l'ai acquise lors des grèves en Pologne de 1980 et je n'ai guère cru à la réussite des tentatives de Gorbatchev après son élection de réformer le régime soviétique. Mais autant ces tentatives me semblaient compréhensibles et inévitables, autant l'accélération des événements qui s'en est suivie, dont la chute du mur de Berlin fut le moment fort, m'a surpris. Franchement, en regardant à la télé les premières manifestations devant le siège du comité central roumain, je ne croyais pas mes yeux. Une fois sur place, le jour même de l'annonce de l'exécution de Ceausescu, quelques heures m'ont suffi pour réaliser que, plutôt qu'il ne s'est écroulé sous le coup de l'action des dissidents, des grévistes ou des manifestants, le système communiste est tombé, s'est laissé tomber en quelque sorte, sous l'œil complaisant d'une bonne partie de ses propres artisans, bénéficiaires et responsables, avec leur concours et, à la longue, souvent à leur profit. Cela s'est passé dans des conditions plus ou moins « civilisées » en Europe centrale, de manière particulièrement grotesque (et criminelle : 1100 morts) en Roumanie et non moins grotesque, voire parfois ubuesque dans l'ex-URSS.

M.L. Un an après la chute du Mur, *Iztok* a cessé de paraître, à un moment où l'on parlait plus que jamais de la situation à l'Est, y compris à propos des libertaires...

N.T. J'ai eu l'occasion de m'exprimer là-dessus (cf. l'entretien dans la-presse-anarchiste.net). Je me contenterai donc de

rappeler que pour ceux qui avaient vécu sous les deux types de régime politique, désormais convergents pour le meilleur et surtout pour le pire, les limites de la nouvelle dynamique à l'Est sont apparues dès le début des années 1990. Or c'est justement pendant ces années que l'on assiste à l'essor maximal du mouvement libertaire à l'Est, comme on a pu le voir lors de la rencontre internationale de Trieste en avril 1990. Par la suite, dans le contexte d'enrichissement subit des uns, d'appauvrissement massif des autres, de montée des populismes et de démagogie politicienne la situation s'est dégradée. Il faudra désormais affronter à l'Est de nouvelles formes de domination, parfois encore plus surnoisées, en raison, entre autres, du maintien ou du retour aux affaires des anciens communistes, et plus brutales (dans le domaine socio-économique) que celles dont elles prenaient le relais.

Évidemment, ce n'est pas une raison pour regretter les régimes communistes. Ceux qui se posent en victimes d'un immense complot international contre le communisme m'inspirent autant de dégoût que ceux qui fanfaronnent sous prétexte que les valeurs qu'ils exhibent afin d'asseoir leur pouvoir auraient triomphé à l'Est. Toujours est-il que vingt ans après les choses ont beaucoup changé à l'Est y compris sur le plan de la contestation et que l'on peut faire confiance à la nouvelle génération de libertaires qui émerge. Aussi, en guise de conclusion, voici un message qui a circulé en roumain et en russe sur le Net sous le titre « Le 7 avril du point de vue de l'anarchiste : il n'y a pas eu d'organisation conspirative », à propos de la manifestation au cours de laquelle le palais présidentiel et le Parlement de la République de Moldavie ont été incendiés. Son auteur, après avoir rappelé comment il s'est rendu à la manifestation, en compagnie d'une soixantaine de collègues de son lycée, conclut :

« L'événement a été spontané. Personne d'autre n'était au courant : ni l'administration, ni les profs, ni les parents... Devant le palais présidentiel, c'était la bousculade. Puis les carabinières sont arrivés et ont commencé taper sur les gens pour les empêcher d'avancer. Quelqu'un a lancé une pierre, puis il y a eu une pluie de pierres. D'où venaient toutes ces pierres ? J'ai parlé avec des gens qui lançaient des pierres et des œufs et qui disaient avoir vu quelqu'un passer dans les parages avec une caisse d'œufs. Mais personne ne les a obligés de lancer des pierres et des œufs, il n'y a donc pas eu une manipulation totale, c'était la révolte de la foule... Il est bien possible qu'il y ait eu des provocateurs, mais la foule n'a pas été autant influencée qu'on l'a dit. À la télé, on n'a transmis que des mensonges, ils ont montré les édifices attaqués mais pas les 27 000 protestataires pacifiques... »

Pour la plupart, l'important était la lutte contre le communisme et l'union avec la Roumanie, pour moi le mouvement en soi. Je criais : Je refuse, je résiste, je suis un anarchiste ! »

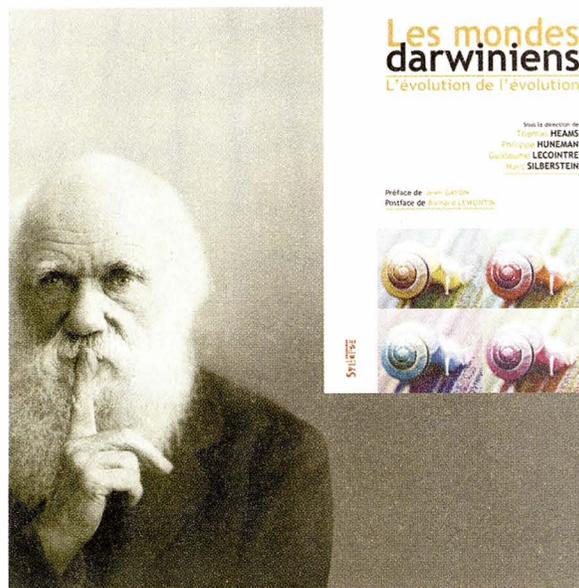
Après avoir décrit la répression qui s'en est suivie, il conclut : « Le 7 avril a été un jour où les étudiants et les élèves ont senti que le pouvoir était entre leurs mains, qu'ils pouvaient (en plus de leur désir) changer quelque chose et réaliser quelque chose. Malheureusement, beaucoup ont profité de cet événement, nombreux sont les blessés. Je propose que l'on continue de protester pacifiquement en solidarité avec ceux ont été arrêtés. »*

*. Ce message figure dans *Un État en quête de nation, la République de Moldavie*, livre à paraître en février 2010 aux éditions Non Lieu.

Les mondes darwiniens

Pour en finir avec le Darwin de droite

Pascal Charbonnat



DARWIN FAIT PEUR. Cent cinquante ans après la publication de son œuvre majeure, *L'Origine des espèces* (1859), le naturaliste effraie certains de nos contemporains. Les réactions sont souvent gênées, hostiles, voire irrationnelles, comme ce professeur d'université réclamant il y a peu de temps qu'un séminaire doctoral ne s'intitule pas du nom du savant anglais, par crainte des intégristes... Cette anecdote révèle l'existence d'ignorances béantes, y compris dans les plus hautes sphères de l'intelligentsia. Ce genre de réflexe antidarwinien s'explique paradoxalement par le succès des idées de Darwin. En raison de son exceptionnelle postérité, une coagulation improbable d'idées s'est formée autour de son nom. Le mot « Darwin » est devenu dans différents milieux synonyme alternativement d'athéisme, d'eugénisme, de racisme, de libéralisme ou de conservatisme, c'est-à-dire de repoussoir protéiforme pour des gens d'horizons extrêmement variés. Est-il si difficile de résister ici, au moins dans le monde académique, à ces confusions entretenues à dessein ?

Ceux qui voudront comprendre constateront dans *Les Mondes darwiniens* l'immense fécondité des concepts formulés par Darwin en son temps. Cet ouvrage hors du commun

démontre combien leur portée intellectuelle va bien au-delà des récupérations de droite ou de la pudibonderie des religieux. Il aide à saisir le mouvement de fond qui traverse les sciences contemporaines, aussi bien celles de la nature que celles de l'homme et de la société, en proposant un panorama complet des évolutions de l'idée d'évolution. Réunissant les contributions d'une cinquantaine d'auteurs, sur plus d'un millier de pages, ce livre invite le lecteur à prendre son temps. Sa taille le situe à l'opposé de ces objets de consommation peuplant le monde de l'édition, faciles à acheter et à lire, oubliés aussitôt. Il est autant exigeant avec son lecteur qu'il l'a été avec ses différents contributeurs.

Pour autant, il ne s'agit pas d'un obscur recueil de spécialistes. Les neuf premiers chapitres introduisent les notions fondamentales, pour permettre l'accès de tous dans ces mondes darwiniens. Les dix-neuf chapitres suivants exposent le « darwinisme en chantier », ou les recherches actuelles sur l'évolution des êtres vivants, empêchant de considérer Darwin comme une chose sacrée et incitant au contraire à toujours faire varier ce qui est reçu de nos prédécesseurs. Les quinze chapitres d'après dévoilent les multiples domaines étrangers à la biologie, dans lesquels les concepts darwiniens peuvent être sources d'approches innovantes. La biochimie, la psychologie, les sciences cognitives, les sciences humaines, la linguistique, ou encore l'éthique, traitent toutes d'objets dont on ne peut plus ignorer le mouvement évolutif. Enfin, les trois derniers chapitres reviennent sur les débats suscités par la réception du darwinisme, notamment à travers les querelles dues aux campagnes créationnistes.

La grande thèse commune à tous les contributeurs de ce livre est que, par principe, rien n'échappe à l'évolution. La recherche de l'invariance, en sciences comme ailleurs, est un leurre. Par conséquent, la différence entre les objets de la nature et ceux de la société n'a rien d'absolu. Elle ne peut en tout cas pas servir à ériger des frontières imaginaires parmi les corps de ce monde. Ce point de vue a de quoi heurter les habitudes de bon nombre d'intellectuels français, en particulier les moins jeunes férus de sciences humaines, formés au structuralisme, à un marxisme figé ou à une forme de relativisme sociologique. La satisfaction de posséder un domaine bien à soi, ainsi que le plaisir de décider du vrai, sont remis en question par ces explorations darwiniennes dans des champs traditionnellement hermétiques aux sciences de la nature.

Un autre grand mérite des *Mondes darwiniens* est d'encourager à la réconciliation des sciences de la nature et des sciences humaines et sociales. Ce divorce, profondément ancré dans les habitudes de pensée depuis au moins deux siècles, n'est fondé que sur des représentations arbitraires hissant l'espèce humaine au sommet des entités du monde. Seul un matérialisme méthodologique conséquent peut surmonter ces présupposés. La diversité des espaces explorés par ce livre indique à quel point il est urgent de faire éclater la dichotomie entre nature et culture, issue de quelques-unes des Lumières du XVIII^e siècle. En étendant la pensée de l'évolution à toutes choses, par conséquent en allant vers un véritable monisme, on en finit avec ce soupçon d'une pensée darwinienne réactionnaire. Les adeptes d'entités transcendantes ont collé cette étiquette à Darwin en ignorant, consciemment ou non, l'enjeu scientifique : connaître les

Les Mondes darwiniens. L'évolution de l'évolution, Paris, Syllepse, 2009, 1104 pages, 30 euros. Sous la direction de Thomas Heams, Philippe Huneman, Guillaume Lecointre et Marc Silberstein.

Ces quatre auteurs seront les invités de l'émission *Pas de Quartiers*, mardi 17 novembre à 18 heures sur Radio libertaire 89.4 fm. Tous à vos postes à galène !

diverses manifestations du mouvement des choses dans le temps.

La portée révolutionnaire des concepts de Darwin et de sa descendance intellectuelle réside dans une idée particulière de l'évolution. Il n'est pas le seul à avoir constaté l'instabilité inhérente aux choses du monde et aux êtres vivants en particulier. Le terme « évolution » a même été employé avant lui par Charles Bonnet, un naturaliste voulant concilier science et théologie. Mais Darwin est l'un des premiers à refuser de voir l'évolution comme un progrès téléologique, c'est-à-dire une force guidée par un arrière monde mystérieux. La spécificité de l'évolution darwinienne tient dans ce caractère antifinaliste, ou dans le fait qu'elle contient un matérialisme méthodologique conséquent.

Thomas Heams condense en une phrase cette variété darwinienne du concept d'évolution: « La transformation du monde y est intrinsèquement liée à son existence et n'est pas la conséquence occasionnelle de circonstances favorables. » Si les entités varient, elles le doivent au fait d'être. Cette idée a procuré un avantage considérable à ceux qui la présupposent pour produire des énoncés scientifiques. En excluant toute entité ad hoc, la valeur de rationalité de leurs énoncés est nécessairement beaucoup plus puissante que ceux, moins parcimonieux, faisant intervenir Dieu, un dessein, un esprit ou une nature humaine. Cette supériorité explicative ne doit pas être considérée au sein d'une hiérarchie, car on retomberait alors dans la vision d'un Darwin de droite. La force du darwinisme est tout aussi aveugle et immanente que le mouvement des corps du monde, s'assemblant, se divisant, se combinant de façon irréversible.

Les Mondes darwiniens constituent une œuvre à la fois encyclopédique et ouverte sur l'avenir. Ils nous montrent la diversité des approches évolutionnistes du moment, tout en indiquant les manques, les perspectives, finalement ce que les savoirs devront faire varier pour mieux saisir la variation elle-même. En attendant le second volume que les auteurs du premier – et bien d'autres – seraient capables de produire s'il se trouvait un éditeur désireux de poursuivre cette aventure éditoriale, savante et politique, le public dispose d'un ouvrage unique qui renverse les partitions rigides. Non seulement il dédaigne la séparation entre les lecteurs spécialistes et les autres, mais il expose comment les différents champs de la connaissance partagent certains concepts sous l'angle de l'exigence évolutive. Cette ambition courageuse a rendu nécessaire l'abondance des thèmes abordés. Cela n'a pas été sans susciter, pour les directeurs de cet ouvrage, des obstacles pratiques et éditoriaux importants, nourris en dernière analyse par ce divorce entre l'homme et la nature dans les sciences. Ce n'est qu'avec la plus grande rigueur qu'ils ont su surmonter ces difficultés et nous apporter la preuve qu'une réconciliation est à notre portée. P. C.

Franquisme pas mort

2009 est l'année du centenaire de la mort en Espagne de Francisco Ferrer, exécuté sous la pression de l'Église. Mais les bourreaux d'hier ne se taisent pas pour autant.



À TOLÈDE, EN ESPAGNE, le 27 juin 2008, avait lieu une conférence publique, organisée conjointement par le syndicat CNT et nos camarades de la FAI (Fédération anarchiste ibérique). Le sujet de cette conférence était: « Fondements, attitudes et comportements d'une organisation criminelle: l'Église catholique ».

Le jour précédent la conférence, le principal quotidien de la ville, *El día*, s'interroge, sur une page entière consacrée à l'événement, sur le bien-fondé de l'usage de locaux syndicaux pour cette réunion publique. Interrogés par le journal, les responsables syndicaux des syndicats « majoritaires » (UGT et Commissions ouvrières) déclarent ne pas comprendre pourquoi ils n'ont pas été informés de cette conférence. Les autorités locales en font autant... Parler de l'Église dans cette ville nécessite donc de montrer patte blanche à bien des gens...

Le jour de ladite conférence, dans les colonnes du quotidien, le Parti socialiste (PSOE) et le Parti conservateur (Partido Popular) prennent position en laissant entendre que le titre même de la conférence constitue peut-être un délit. Les héritiers du franquisme (PP), par la bouche de leur repré-

sentant local, vont même jusqu'à demander aux autorités d'intervenir pour empêcher cette manifestation publique. Qui eut quand même lieu.

Mais, plusieurs mois après, l'archevêché de Tolède porte plainte et demande 30 000 euros de dommages. Le conférencier, militant du groupe Albatros de la FAI (section espagnole de l'Internationale des fédérations anarchistes, IFA), avait pourtant déjà pris la parole en d'autres endroits, sans problème particulier.

Mais dans ce pays confessionnel qu'est l'Espagne catholique, en 2009, on peut donc être accusé du délit de « Mépris pour la religion catholique » hérité de lois franquistes!

La Fédération anarchiste (France, Belgique) assure nos camarades espagnols de son soutien. Nous tiendrons nos lecteurs informés des suites de cette affaire, hautement symbolique dans le contexte de l'anniversaire de la mort de Francisco Ferrer.

Secrétariat aux relations internationales
de la Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org
iaf-ifa.org

La fonction de Wilhelm Reich

Pascal Matrat

*Ras-les-murs
groupe Berneri*

SI POUR NOMBRE D'ENTRE NOUS le nom de Wilhelm Reich (né en 1897) fait partie des noms qui résonnent dans l'Histoire, peu connaissent véritablement son œuvre. Dans *Introduction à la psychanalyse de Reich* parue chez Chronique sociale, Jacques Lesage de La Haye dépeint de manière très fouillée et étayée la vie de Reich et en particulier son engagement politique et militant. Pas à pas, en ce début de xx^e siècle, l'ouvrage retrace l'histoire et le contexte de chacune de ses prises de conscience.

C'est d'abord comme médecin, élève de Freud, que Reich commence sa carrière. Brillant théoricien, il se distingue rapidement de son mentor, et notamment quand celui-ci abandonne le concept de « libido » au profit de celui de « pulsion de mort ». Pour Freud, la destructivité, la haine, le sadisme, le désespoir sont le résultat de cette pulsion inhérente à l'homme, qui le pousse à se détruire si la « pulsion de vie » ne peut équilibrer la balance. Face à cette option théorique, Reich s'inscrit en faux et continue à développer le concept de « libido » qu'il appellera ultérieurement « l'économie sexuelle ». À travers les événements que nous relate l'auteur, il apparaît que cette divergence est capitale dans l'histoire des deux hommes. En mettant en avant la pulsion de mort, c'est-à-dire en attribuant toute forme de destructivité à l'individu (ainsi désigné comme malade), Freud occulte tous les dysfonctionnements de nos sociétés et a ainsi définitivement écarté toutes les causes sociales et politiques de la souffrance individuelle.

Nous constatons alors que, là où Freud décide de rester dans une conception bourgeoise et confortable de la névrose, Reich prend la décision de pousser plus avant ses investigations sur le sujet. Déjà théoricien remarquable, Reich s'engage sur le terrain social pour mieux appréhender les conditions

de vie des masses. Très vite, il fait des constats accablants sur leur quotidien. Il trouve face à lui des individus aliénés par le travail, privés des besoins fondamentaux nécessaires à l'éducation et à la connaissance, souffrant pour beaucoup de misère affective et sexuelle. Jacques Lesage de La Haye nous montre bien que, pour Reich, il s'agit là d'une prise de conscience politique sans précédent. Dès lors, toute son énergie se tourne vers le combat politique pour aider à changer le fonctionnement pathologique de la société. Dès lors, et contrairement à Freud, Reich pense que la destructivité des individus n'est pas le résultat d'une quelconque pulsion mais découle de leurs conditions d'existence et notamment de leurs instincts sexuels non satisfaits.

C'est ainsi que Reich devient un farouche militant politique. L'auteur fait état des nombreuses initiatives de Reich et souligne sa détermination à changer les mentalités et les pratiques. En tant que psychanalyste, Reich fait en sorte que la psychanalyse s'engage dans ce combat. Bien évidemment, ses prises de position et ses engagements ne trouveront que peu d'échos dans une profession déjà bien installée dans la bourgeoisie. Mais ce manque d'adhésion ne dissuade pas Reich qui s'engage au sein du parti socialiste et du parti communiste pour défendre la cause ouvrière. Parallèlement, avec d'autres professionnels de santé, il crée des cliniques gratuites pour les défavorisés afin d'y dispenser de l'information et des soins. Le succès de ces cliniques est tel que Reich et les équipes qui l'accompagnent sont obligés de multiplier leurs interventions. Nous voyons que c'est ce travail de terrain qui renforce les convictions politiques de Reich. L'auteur rapporte ce qu'il écrit à cette occasion : la « douleur de l'être humain n'est pas seulement psychologique. Elle est aussi sociale et économique ». Il ajoute ensuite que la détermination de Reich à vouloir explorer

« les liens qui unissent les mécanismes psychologiques aux phénomènes sociaux politiques », l'amène à y consacrer toute son énergie et son argent.

C'est ainsi qu'en 1931 Reich va créer Sexpol (Sexologie politique). À travers quelque 80 associations, Sexpol va largement diffuser de l'information et de la prévention sexuelle. Cette initiative fonctionne tellement bien qu'elle va constituer une véritable force politique et militante avec notamment 350 000 membres. L'objectif de Sexpol nous est révélé par sa plate-forme : « programme et action de réforme radicalisés, intégrés à un combat économique et politique anticapitaliste et antifasciste ».

L'avènement du nazisme en 1933 sera une tragique illustration des thèses de Reich (« Analyse de masse du fascisme ») mais surtout il se traduira par l'anéantissement de ces initiatives collectives hors du commun que nous pourrions qualifier de révolutionnaires. Les œuvres de Reich sont jetées dans les flammes de la peste brune. Obligé de fuir, Reich s'installe finalement aux États-Unis pour y poursuivre son œuvre et ses recherches. Mais là encore, dans le contexte d'une Amérique conservatrice et empreinte de maccarthysme, Reich est à nouveau inquiété. Il se voit traité de pornographe et là encore ses ouvrages sont brûlés. Reich fait ainsi le constat que même les démocraties éduquent les individus en vue d'une soumission à l'autorité. Revenu de tout esprit partisan, Reich propose la « démocratie du travail » pour permettre aux travailleurs le libre choix de leur organisation, c'est-à-dire l'autogestion. De même, il propose que la politique ne soit plus confiée aux politiciens, qui divisent pour mieux régner, mais remplacée par la gestion directe de la société.

Dans cette présentation de la psychanalyse de Reich, l'auteur nous fait découvrir, non seulement un homme d'action mais aussi un concepteur hors du commun. En effet, l'engagement politique de Reich s'accompagne d'une théorisation extrêmement rigoureuse du concept de « génitalité » (qui correspond à la satisfaction sexuelle). À l'aide de cette théorie, il montre notamment comment la répression sexuelle, organisée par l'État et relayée par la famille autoritaire, conduit à la soumission, à la maladie mentale et au totalitarisme. À la fin des années vingt, toujours pour comprendre et étudier le primat de la génitalité dans la constitution des névroses, il publie un ouvrage fondamental intitulé *La Fonction de l'orgasme*. Il y met en avant la notion de « capacité orgastique » qui correspond à la capacité à s'abandonner aux mouvements involontaires du corps quand il éprouve du plaisir. Quand la capacité orgastique d'une personne est entravée ou réduite pour des raisons qui tiennent à son histoire, c'est parce qu'elle s'est fabriqué une « cuirasse » à la fois psychologique et corporelle. Cette structure caractérielle, qui trouve sa traduction sur le

plan somatique, se superpose à la structure sociale et reproduit inévitablement l'idéologie dominante. La personne fondamentalement frustrée prend ainsi appui sur la morale sociale, qui elle-même repose sur la répression sexuelle, pour échapper à sa souffrance. Reich dit alors que la personne cuirassée souffre de « peste émotionnelle » et qu'elle s'applique alors, personnellement ou collectivement, à réprimer toutes formes de vitalité pour ne pas avoir à se retrouver face à sa propre misère affective et sexuelle.

Dans son ouvrage, Jacques Lesage de La Haye nous montre bien qu'hier comme aujourd'hui la question de l'orgasme exacerbe toutes les idéologies. Il y a ceux qui condamnent cette théorie au nom de la morale sociale et il y a ceux qui la récupèrent au nom de leurs dérives et de leurs excès (parfois sectaires). D'ailleurs, il souligne que la fonction de l'orgasme a été si scrupuleusement traitée par Reich que les psychanalystes de l'époque ont réagi de manière très défensive. Freud, pour sa part, s'est contenté de rester neutre et bienveillant...

Il apparaît nettement que la vision biopsychopolitique de l'individu ne va pas quitter Reich jusqu'à sa mort en 1957 à la prison de Lewisburg. L'*Introduction à la psychanalyse de Reich* nous présente un homme audacieux, tenace, méthodique, inventif, combatif, qui n'a capitulé devant aucune adversité ; et c'est à partir de son engagement politique et militant qu'il a mis au point une thérapeutique révolutionnaire qui tient compte de la dimension économique et sociale du sujet.

Plus encore, elle tient compte de sa dimension corporelle. Le corps, si inquiétant pour l'orthodoxie psychanalytique, n'est pas tabou dans l'approche de Reich. Le corps parle, alors il faut l'écouter et l'aider à se défaire de ses inhibitions (ou « stases énergétiques ») pour lui permettre de retrouver une libre circulation de son énergie. Reich a rigoureusement mis au point tous les outils nécessaires à cette libération : la lecture corporelle, le toucher, le massage, les « agir neuromusculaires » (ou « actings ») permettant la libération progressive de l'énergie... Autant d'outils très bien décrits dans cette *Introduction à la psychanalyse de Reich*. À propos de ces techniques, Jacques Lesage de La Haye souligne que Reich, en tant que thérapeute engagé, n'a pas fait de la neutralité bienveillante une règle absolue. Le toucher pouvant aider le patient à décharger le poids de ses inhibitions.

Enfin, cette libération psychocorporelle, qui n'est pas simplement intellectuelle, nous permet de comprendre comment, au-delà du simple environnement familial, la société participe à la répression de notre énergie vitale pour nous inculquer la culture de la soumission. Dès lors, la libération énergétique permet non seulement un mieux-être personnel mais aussi la prise de conscience politique. En théorie comme en pratique, nous constatons que la génitalité, c'est-à-dire le type génital, est révo-

lutionnaire, à contrario du type névrosé qui est autoritaire, soumis ou en souffrance.

À travers le livre de Jacques Lesage de La Haye, nous constatons que Reich a été (et demeure toujours) trop politique pour les psychanalystes et trop psychanalyste pour les politiques, et qu'en définitive c'est l'indépendance de Reich qui n'a jamais été acceptée. Il aura échappé à toutes les formes d'endoctrinement pour promouvoir l'esprit critique et la libre-pensée. Cet écrit nous montre qu'il est également à l'origine de bien des initiatives et de nombreux courants de pensée. Que ses œuvres et ses travaux ont été repris et développés aux quatre coins du monde. Que l'esprit et l'engagement politique de Reich se diffusent aujourd'hui à l'aide de femmes et d'hommes qui souhaitent promouvoir « la génitalité » et, donc, la liberté. Gérard Guasch fait partie de ceux-là. Il a permis à beaucoup, à travers la création d'instituts et d'écoles (à Paris et au Mexique), de se former à l'approche reichienne.

Cette pensée et cette pratique, que nous légue Reich au travers de nombreux ouvrages constitue pour Jacques Lesage de La Haye un apport fondamental qui permet de combler le fossé (par ailleurs entretenu par les tenants de la morale) entre la thérapie individuelle et la lutte politique et sociale. Il ajoute que cette approche « envisage l'Homme et le monde dans leur ensemble, sous l'angle de l'énergie, ce qui exclut toute rupture entre la thérapie et la lutte sociale ». En tant qu'analyste reichien (ayant créé avec Gérard Guasch le Cercle d'étude Wilhelm Reich de Paris puis avec Viviane Dondelinger le Cercle d'étude Wilhelm Reich de Lyon), et en tant que militant politique anarchiste (très investi sur la question carcérale), Jacques Lesage de La Haye (lui-même auteur de nombreux ouvrages) s'inscrit incontestablement dans la filiation des idées et des pratiques élaborées par W. Reich. C'est certainement pour cela qu'il a su saisir de manière aussi riche et subtile les fondements de la psychanalyse de Reich et décrire avec beaucoup de précisions les interactions profondes étudiées par celui-ci qui existent entre l'individuel et le collectif, le thérapeutique et le politique.

Avec ce livre d'introduction à la psychanalyse de Reich, qui s'ajoute à ses nombreuses actions militantes, Jacques Lesage de La Haye fait bien plus que nous présenter la vie, l'œuvre et surtout l'engagement de W. Reich, il perpétue ses idées et prolonge son combat pour, lui aussi, promouvoir la génitalité et faire disparaître à jamais le règne du « petit homme », maître d'œuvre de la répression sexuelle et de la dictature démocratique. Dans une société qui se révèle de plus en plus cloisonnée par la morale et la répression, c'est une réelle opportunité de pouvoir se replonger dans la vie d'un homme dont l'œuvre et l'engagement ont permis et peuvent encore permettre de vraies révolutions psychopolitiques.

P. M.

La presse ment-elle ?

JE SAIS, JE SAIS : la réponse est évidente. La presse ment parce qu'elle est possédée par les riches, qui ne sont pas devenus riches en répandant la vérité. Exact, bien que ce soit un peu plus compliqué. Certes les pressions grossières, le coup de téléphone menaçant au pigiste trop curieux, le licenciement du reporter trop audacieux existent, sans être si fréquents. Bien sûr, nous avons eu l'exemple récent du directeur du *Journal du Dimanche*, ce célèbre brûlot révolutionnaire, viré comme un laquais chipeur parce qu'il avait rappelé que Sarkozy, qui gouverne la France, ne gouvernait pas sa femme. Non, la réalité est plus simple, plus efficace, plus implacable.

Les journaux et les chaînes de télévision appartiennent à de moins en moins de propriétaires différents. Cinq grands groupes de médias à l'échelle américano-mondiale*, en gros le même nombre à l'échelle française. Ces grands groupes ne s'achètent pas des médias pour affûter le sens critique des électeurs, mais pour gagner de l'argent. Comment gagner de l'argent avec des médias, en particulier lorsque le public lit moins la presse et regarde moins la télévision? Comme dans toutes les entreprises capitalistes: en diminuant les salaires. Dans les médias du monde entier on licencie, hormis les stars connues du public, les journalistes qui coûtent cher. Et on accable les survivants – soit des anciens qui courbent la tête, soit des petits débutants ravis d'échapper au chômage obligatoire des jeunes – d'une masse de travail sidérante. Un livre atterrant, *Flat Earth News*, du journaliste Nick Davies, donne l'exemple de journalistes de quotidiens de province anglais. Les malheureux sont si peu qu'ils doivent fournir dix articles à la journée. Vous avez bien lu. Dix articles. Par jour.

Quelle conséquence? La règle fondamentale du bon journalisme – « On ne publie que ce que l'on a vérifié » – part à la trappe. Là où on passait dix coups de téléphone, on se sent plus que consciencieux en en passant un. Là où on envoyait un reporter contrôler de visu, on se contente de... De quoi? Des dépêches d'agence de presse. De ce qui est envoyé par les agences de communication.



Or les agences de presse, AFP, Reuters, Associated Press, etc., souffrent du même massacre: trop peu de personnel pour vérifier les nouvelles. En France, Nicolas-père-de-Jean est en train d'étrangler l'Agence France-Presse. En outre, les agences de presse avaient en grande partie pour fonction de répercuter les déclarations des gens importants, plutôt que de les analyser ou de les critiquer. Un journal à peu près entièrement composé de dépêches d'agence ne renversera aucun régime: lisez 20 minutes ou *Metro*.

Cela n'est rien devant la marée montante de ce qui est envoyé par les directions de la communication (avant, on disait « relations publiques » mais « communication » c'est plus cool) des entreprises et des institutions, ou, de plus en plus souvent, directement par les boîtes de com. Nick Davies a étudié un échantillon de quelques semaines de la presse britannique. 2027 articles. Conclusion? Au moins 60 % des articles ont été en réalité concoctés par des agences de presse ou de communication, sans que cela apparaisse nécessairement dans la signature. Concoctés par des gens qui ont reçu une formation de journaliste. Mais pas un emploi de journaliste. Ils partent gagner leur pain dans les agences de communication. 150 000 personnes dans les médias britanniques, 160 000 dans la com' britannique. Ils savent écrire comme un journaliste. Ils savent trouver, ou inventer, ou déformer l'événement qui permet de donner à la propagande ou à la publicité un joli petit air d'information. Attention: il ne s'agit pas seulement des articles dans les journaux. Il s'agit des reportages radios, des reportages télévisés (Ô gente lectrice, si tu savais combien de « reportages » télévisés sont bouclés-bâclés en trois heures; enfin pour ceux qui sont encore produits par les chaînes!) que les

agences de communication préparent très proprement, afin de les envoyer aux chaînes, gratis!

Impossible de résister: on n'a pas le temps, c'est gratuit, c'est 100 % professionnel d'apparence, la signature des auteurs réels n'apparaît nulle part. Alors, on prend! Ô gente lectrice, si tu as de l'argent et du temps à perdre, livre-toi à une amusante expérience. Achète le même jour tous les grands quotidiens, ramasse en te bouchant le nez tous les gratuits, clique sur tous les sites d'information non alternative, et lis. Oui, à 60 %, la même chose, les mêmes thèmes, parfois les mêmes phrases, voire, pour les petites nouvelles, les mêmes dépêches AFP ou AP recyclées *ad nauseam*.

Quant à la presse spécialisée, à l'aide! Les naïfs qui croient systématiquement aux informations de la presse économique le font à leurs dépens. Plus un média traite d'un monde étroit, plus il en est dépendant, plus donc il est à présent dépendant des communicateurs de ce monde-là et de leurs vastes cantines où abondent les articles gratuits micro-ondables. Il n'y a plus en effet, à l'instar de ces restaurants qui se contentent de mettre du persil frais sur la blanquette de veau du terroir achetée surgelée par barquettes de cent (70 % des restaurants parisiens), qu'à retoquer en une demi-heure quelques phrases pour leur donner une savoureuse touche personnelle. Et voilà, chère lectrice, votre information indépendante, cuisinée maison!

Nestor Potkine

*. Time Warner, Disney, Murdoch, Bertelsmann, Viacom.

Hors-série des lecteurs

Plus que jamais, nous comptons sur vous !

À la suite des échanges riches qui ont animé le comité de rédaction public du 29 octobre dernier, et des premières contributions qui nous sont parvenues par voie électronique et postale, nous revenons vers vous, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, pour réaliser ensemble le numéro hors-série des lecteurs, à paraître le 24 décembre prochain.

La thématique choisie – « **Quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ?** » – invite à des questionnements spécifiques – des pistes de réflexion en somme – qui se dégagent d'ores et déjà de certaines contributions reçues ou esquissées.

Nous vous les soumettons :

– Entre patience et urgence, quel délai pour un véritable changement de société ?

– Une réflexion sans action a-t-elle un avenir ?

– Comment combattre la soumission pour éviter que ne perdurent les systèmes d'aliénation ?

– La recherche et la maximisation des satisfactions matérielles sont-elles la seule rationalité économique des échanges ?

– Comment dépasser le précepte de la social-démocratie, qui dit : « oui à l'économie de marché, non à la société de marché » ?

– Si « le monde n'est pas une marchandise », sur quelles valeurs veut-on fonder nos relations ? Si « un autre monde est possible », dans quelle direction veut-on aller ?

– Quel nouveau pacte société économie ? Quel nouveau contrat social ?

– Pour une démarche collectiviste ou collective ?

– Les acteurs de certaines alternatives (type coopératives, SCOP, AMAP, associations à but non lucratif...) ont-ils toujours conscience de participer à un processus de transformation sociale ? Par extension, les alternatives au capitalisme doivent-elles rester politiquement neutres ?

– Comment rendre plus visibles les expériences solidaires et les pratiques alternatives ? En les rendant visibles, comment conjurer les risques d'un contrôle et d'une manipulation, voire d'une récupération marchande ?

Chaque question peut faire l'objet d'une contribution particulière, question de méthode afin d'éviter un « éparpillement

argumentaire ». Cela étant, la liste ci-dessus n'est évidemment pas exhaustive, d'autres questions peuvent fort bien être explorées. De même, la formulation de ces interrogations ne fait sans doute pas apparaître toutes les subtilités et nuances qui mériteraient d'être approfondies. À vous la liberté de vous en emparer, ou de trouver votre inspiration dans d'autres questionnements...

Vos contributions analyses, reportages, interviews, récits, témoignages, chroniques, anticipations, sont à envoyer avant le 30 novembre 2009 à l'adresse suivante :

Publico / ML des lecteurs, 145, rue Amelot, 75 011 Paris

ou

mldeslecteurs@yahoo.fr

Précisions : un article d'une page compte environ 5 000 signes typographiques (espaces compris). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15 000 signes.

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrions vous joindre.



Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Sommet anti-sécuritaire du 9-3

Venez débattre avec Maurice Rajfus, Mathieu Rigouste, Jean-Marc Raynaud, le MIB et Mauvaises intentions.

Le 21 novembre, à la Bourse de travail de Saint-Denis M° Pte de Saint-Denis ligne 13 de 17 h 30 à 22 h 30.

Surveillance et répression constituent les deux faces d'une même pièce sécuritaire !

- 60 000 caméras pour 60 millions de personnes... En 2011, l'État veut tripler le nombre de caméras. Le business du sécuritaire se développe : Bouygues te loge où que tu ailles (particuliers, entreprises, prisons, transports en commun, commerces...).

- 600 000 gardes à vue en 2008, soit près de 1 % de la population française.

- 60 000 détenus dans les prisons françaises en 2009, qui souffrent chaque jour de l'enfermement et de la maltraitance, autant physique que psychologique.

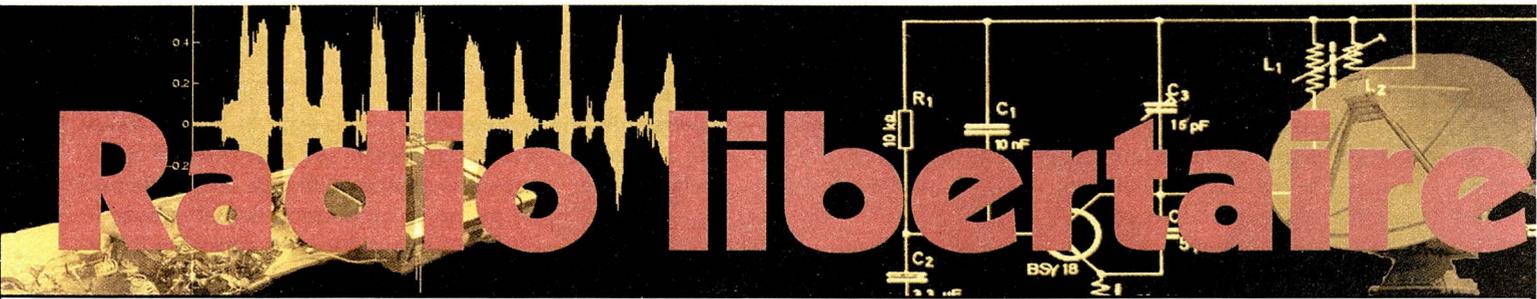
- 6 millions d'immigrés sont les plus exposés aux contrôles de police, GAV, condamnations, bavures... Tandis que les traitements réservés aux sans-papiers rappellent les sombres heures de l'Occupation.

Tous les citoyens sont « présumés innocents » en droit mais la réalité montre qu'ils sont considérés comme « a priori coupables ». Le fichage massif de la population n'est pas anodin. Les lois sécuritaires se succèdent : rétention de sûreté, prévention de la délinquance, loi sur la récidive, mesures d'exception...

Ne nous laissons pas endormir par la criminalisation progressive des individus et des mouvements sociaux. L'ordre n'est pas au service des citoyens, il sert à les encadrer. La police est l'élément indispensable d'une politique de rejet et d'exclusion, permettant de masquer les difficultés économiques et sociales. À bas l'ordre sécuritaire !

Fédération anarchiste

Une nouvelle liaison vient de naître dans le département du Puy-de-Dôme. Il est donc possible de la rejoindre en écrivant à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui fera suivre.



Radio libertaire

Jeudi 12 novembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine

Si vis pacem (18 heures) Non aux jouets guerriers !

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 13 novembre

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Place aux fous (13 heures) Michel Titin-Schneider, autour de son *Oratorio de l'indicible* consacrée à HP. Lovecraft.

Les oreilles libres (14 h 30) Émission consacrée au poète Benjamin Fondane.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Travailleurs sociaux et professionnels du monde social.

Samedi 14 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Utopies états-uniennes. Expériences libertaires aux États-Unis* de Ronald Creagh (Agone).

Bulles noires (17 heures) Littérature noire BD / Polar.

Tribuna Latino Americana (19 heures) La situation des mouvements sociaux en Haïti, et deux membres de l'association Hijos d'Argentine parleront de leur combat contre l'impunité.

Tormentor (21 heures) Musique métal Dark, électro-industriel et autres sons métalliques...

Nuits off (23 heures) Topologies sonores Rock et chroniques.

Dimanche 15 novembre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) recevra l'écrivaine Chloé Delaume, pour ses livres *Eden matin midi et soir* et *Dans ma maison sous terre* (Editions Seuil).

Echos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) Le ciné en zone libre.

Lundi 16 novembre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Théâtre, en direct. À partir du *Souper* de Brisville, retournements de vestes politiques en 1815... terriblement d'actualité !

La santé dans tous ses états (18 heures) Santé et politique animée par des militants du groupe Pierre Besnard.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Géraldine de Cartouche, Fred Alpi, Nico (ex Brigada), Eric Tapage, et peut-être quelques autres...

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 17 novembre

Le Parisien libertaire (8 heures) l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire. Reportages et infos pratiques.

Pas de quartiers. (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel recevra Thomas Heams, Philippe Huneman, Guillaume Lecointre et Marc Silberstein, quatre des coauteurs des *Mondes darwiniens* parus en octobre chez Syllepse.

Paroles d'associations (19 h 30).

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs. Sans-papiers, CRA: la comparaison avec les camps de concentration, le nazisme... est-elle abusive? Avec la participation de Monique (« Terre et liberté »), Denis (« Les Amis d'Orwell »), Sylvie (« Lundi matin »)... et beaucoup d'auditeurs, on espère.

Mercredi 18 novembre

Court-circuit (09h30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10h30) Louisiana Red, des USA à l'exil allemand.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Femmes libres(18h30) Avec Séverine Bourguignon, pour son module d'art contemporain *Dolores*. Exposition du 25 novembre au 5 décembre.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

**Mercredi 18, jeudi 19 et
vendredi 20 novembre**

Paris VII^e

L'université Paris VII organise un colloque consacré à Pierre Clastres (1934-1977). Cet anthropologue et ethnologue a étudié les conceptions du pouvoir et de l'État dans les sociétés dites primitives, en particulier les Indiens Guayaki. Dans *La société contre l'État* (1974), il a montré comment ces sociétés avaient des modes d'organisation qui empêchaient la constitution d'États. Adresse : Unesco, salle II, 125, avenue de Suffren, 75007 Paris. Renseignements et inscription : philosophy&human-sciences@unesco.org

Du jeudi 3 au samedi

5 décembre

Saintes (17)

Dans le cadre du Salon du Livre de Saintes, rencontres à la médiathèque avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray : Le jeudi, débat autour du film *J'ai (très) mal à mon travail*. Le samedi à 14 heures, débat avec Gérard Filoche.

Jeudi 12 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle « La frénésie sécuritaire ». Second cours : À qui profite la vidéosurveillance ? Présentation de Noël Blanc, journaliste. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris XVI^e

19h30. Rencontre avec Ronald Creagh pour son ouvrage *Utopies américaines, Expériences libertaires du XIX^e siècle à nos jours*. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson. Sur présentation du ticket d'accès aux expositions.

Vendredi 13 novembre

Pontivy (56)

20h30. Dans le cadre de la campagne « Chaos capitaliste ou décroissance libertaire ? » de l'union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste, le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient) accueille Jean-Pierre Tertrais pour un débat public, au Palais des congrès, place des Ducs-de-Rohan. Entrée libre.

Rennes (35)

20 heures. Dans le cadre de la Quinzaine de l'Amérique latine, organisée par le groupe libertaire La Digne Rage, soirée sur les luttes agraires au Brésil, avec projection d'un film et présence d'un intervenant, à La Cour des Miracles, 18, rue de Penhoët (métro Sainte-Anne).

Lyon (69)

19h30. Rencontre avec Nadia Méninger autour de *À ceux qui se croient libres* de Thierry Chatbi (Éditions L'Insomniaque). Thierry, ancien taulard, libertaire et suicidé. Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax : 0478610225.

Samedi 14 novembre

Saint-Brieuc (22)

15 heures. Débat sur la décroissance avec le groupe Jean Souvenance de la Fédération anarchiste. Salle Michel Fraboulet, quartier des Villages.

Lyon (69)

15 heures. Débat avec Mathieu Rigouste autour de son livre *L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire* (La Découverte, 2009). Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax : 0478610225.

Ivry (94)

20h30. Dominique Grange, chansons autour de la Première Guerre mondiale. Participation de Tardi qui lira des extraits de son album *Putain de guerre!* (Casterman). Projection de dessins. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68.

Dimanche 15 novembre

Paris XI^e

De 17 à 22 heures. Soirée de solidarité pour l'ARPP (Association pour le respect des proches de personnes incarcérées). Rencontre, débat et musique avec Toro Bravo (oi antifa, Lituanie), L'Oncle Ho (punk, Montreuil) et le Dr Schultz et son assistant Kick (chanson rock des origines, Montreuil). Au Centre international de culture populaire (CICP), 21 ter, rue Voltaire, métro Nation ou Rue-des-Boulets. PAF : 5 euros.

Mardi 17 novembre

Saint-Denis (93)

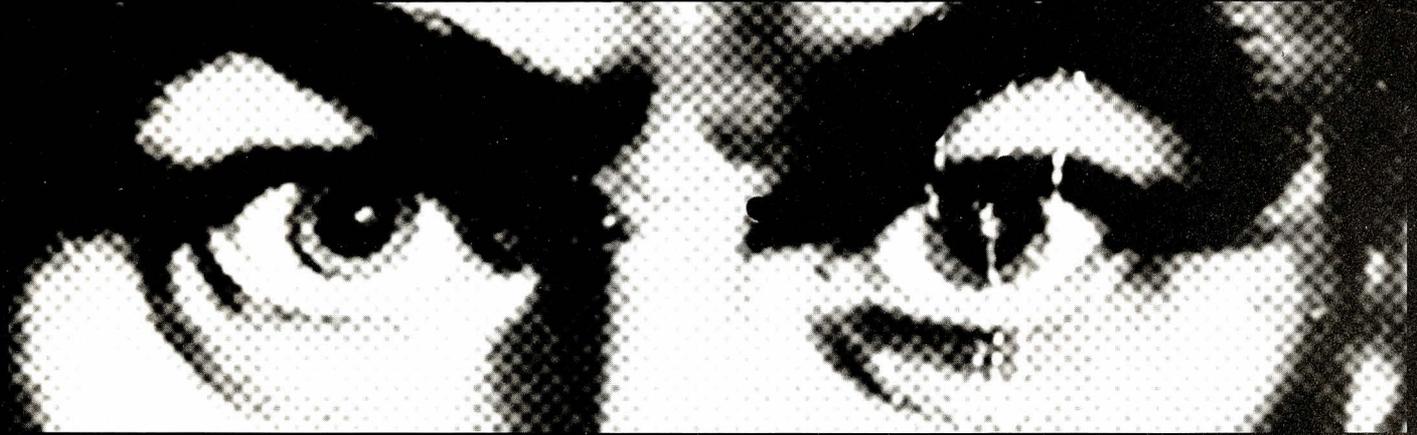
19 heures La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle « La désobéissance civile ». Troisième cours : Passer à l'action. Techniques (corporelles, de bricolage, de communication...) pour ralentir, bloquer, occuper, médiatiser, se protéger face à la justice. Avec un atelier d'élaboration de projet. Présentation de Xavier Renou. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

METZ (57)

20 heures : Débat avec la Fédération anarchiste - « Des solutions existent, des alternatives existent » précédé de la projection du film *Attention danger travail* de Pierre Carles. Caveau du café Jehanne d'Arc Place Jeanne d'Arc à Metz. Entrée libre.



SOMMET **ANTI-SECURITAIRE du 9-3 !**



SAM. 21 NOVEMBRE

DE 17H30 A 22H30 A LA BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS

Entrée libre >>> 11, rue Genin, 93200 Saint-Denis, Métro 13, Porte de Paris

Interventions : Histoire et Société

Maurice RAJSFUS, Jean-Marc RAYNAUD, Mathieu RIGOUSTE

Débats : Agir au présent

**Collectif Mauvaises Intentions
Forum Social Quartiers Populaires (FSQP)
Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB)**

www.federation-anarchiste.org